



Portrait culturel

Territoire de la CRÉ Montérégie Est
avril 2008

Concertation
Cohésion sociale
Égalité entre les femmes et les hommes
Développement durable
Croissance économique
Dimension internationale
Priorité à la jeunesse
Équité interrégionale



RÉALISATION DU DOCUMENT

Comité de travail

La Conférence régionale des élus de la Montérégie Est	Nathalie Ward
Le Conseil montérégien de la culture et des communications	Dominic Trudel Christian LaForce
Ministère de la culture, des communications et de la condition féminine - Direction de la Montérégie	Nathalie Lavoie Marcel Faucher

Coordination

Marcel Faucher

Rédaction

Nathalie Lavoie

Contribution aux contenus

du Conseil montérégien de la culture et des communications	Dominic Trudel Christian LaForce
du Ministère de la culture, des communications et de la condition féminine - Direction de la Montérégie	Luc Brunelle Sylvie Blais Diane Dupré Marcel Faucher Bernard Hébert Brigitte Jacques Annie Tétreault

Recherche

Nathalie Lavoie
Isabelle Bouchard

Révision linguistique

Marie-Josée Désilets

Graphisme de la page couverture

Groupe Focus
Communication inc.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux et des cartes	iv
Avant-propos.....	1
Présentation du document.....	5

Partie 1

Éléments généraux du portrait de la Montérégie Est	7
1.1 Caractéristiques territoriales	7
1.2 Facteurs de développement	11
1.3 Partenaires à l'œuvre pour la culture en Montérégie Est	13
a. Les partenaires des structures territoriales	13
b. Les partenaires gouvernementaux	15
c. Les partenaires du milieu associatif	17
d. Les partenaires du milieu de l'entreprise	21
e. La contribution de certaines personnes	21
1.4 Leviers de développement culturel	23
1.5 Survol du paysage culturel	27
La zone rapprochée de Montréal	28
La zone intermédiaire	29
La zone rurale	31
1.6 Pistes de réflexion	33

Partie 2

Présentation des principaux secteurs culturels	35
Secteur 1 - Arts visuels et art public	37
Secteur 2 - Métiers d'art.....	39
Secteur 3 - Arts de la scène.....	41
Secteur 4 - Lettres et bibliothèques.....	45
Secteur 5 - Histoire et patrimoine	47
Secteur 6 - Muséologie	51
Secteur 7 - Disque, cinéma et arts médiatiques	53
Secteur 8 - Formation, éducation et culture	55
Secteur 9 - Communications.....	57
Secteur 10 - Tourisme culturel	59
Secteur 11 - Loisirs culturels.....	63

Partie 3

Synthèse du portrait de la culture de la Montérégie Est.....	65
Conclusion	68
Annexe 1 – Structure de fonctionnement de la CRÉ.....	70

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 – Composition du territoire selon le territoire de CRÉ.....	2
Tableau 2 – Bourses et subventions accordées par le CALQ entre 2001 et 2006	15
Tableau 3 – Aide financière accordée par la SODEC entre 2001 et 2006	16
Tableau 4 – Contribution des organismes et ministères à la culture	16
Tableau 5 – Caractéristiques des politiques culturelles adoptées sur le territoire	24
Tableau 6 – Leviers de développement culturel mis à profit dans la zone rapprochée de Montréal	28
Tableau 7 – Leviers de développement culturel mis à profit dans la zone intermédiaire.....	29
Tableau 8 – Leviers de développement culturel mis à profit dans la zone rurale	31

LISTE DES CARTES

Carte 1 – Territoire CRÉ Montérégie Est	7
Carte 2 – Subdivisions territoriales	27

Avant-propos

De nouveaux paramètres de gouvernance étant en vigueur, c'est maintenant aux conférences régionales des élus (CRÉ) qu'appartient la responsabilité de définir les axes de développement prioritaires sur leur territoire.

Afin de s'assurer que les enjeux du développement culturel figurent parmi les priorités, lors de la Table Québec-régions du 7 octobre 2005, la ministre de la Culture et des Communications invitait les présidents des conférences régionales des élus à réaliser un diagnostic de l'état du développement de la culture et des communications dans leur territoire. Cette étude, menée en collaboration étroite avec le Ministère et les conseils régionaux de la culture, devait permettre de dégager les grands enjeux territoriaux dans ce secteur.

Les diagnostics régionaux constituent une base sur laquelle les CRÉ pourront bâtir le volet culturel de leur plan quinquennal et dont ils pourront se servir dans les discussions entourant la négociation d'ententes spécifiques avec le Ministère.

Sur le territoire de la CRÉ Montérégie Est, un comité de travail s'est mis à l'œuvre dès l'automne 2006. Le comité a convenu de procéder en trois temps :

1. Rédaction du **portrait culturel** du territoire de la CRÉ de la Montérégie Est
Préparer un document qui présente des données sur le territoire et le développement de la culture, avec une description des secteurs et en énonçant quelques pistes de réflexion (Le présent document constitue donc la première tâche à laquelle s'est consacré le comité de travail.).
2. Tenue d'une **démarche de consultation**
Présider à la tenue d'un exercice de consultation permettant aux intervenants culturels de dégager de grands constats et de cerner les enjeux prioritaires du développement culturel du territoire pour les prochaines années. Pour ce faire, le Portrait culturel s'avère un document de référence essentiel afin d'amorcer la réflexion et alimenter les échanges entre les participants.
3. Publication du **diagnostic de la culture** du territoire de la CRÉ de la Montérégie Est
Rédiger et rendre public un document constituant une synthèse du développement culturel du territoire et présentant les constats et enjeux retenus lors de la consultation¹.

Présentation de la démarche

Depuis 2003, le gouvernement du Québec a adopté une nouvelle approche en matière de développement régional. Auparavant sous la responsabilité du ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, les structures de gouvernance régionale relèvent maintenant du ministère des Affaires municipales et des Régions.

La mise en place de nouvelles structures régionales

Nées d'une volonté gouvernementale de doter les régions d'un partenaire désigné en matière de développement régional, les conférences régionales des élus (CRÉ) ont été créées en remplacement des structures de développement économique régional jusqu'alors en vigueur, les conseils régionaux de développement (CRD). Chacune des CRÉ est composée majoritairement d'élus municipaux (minimum les deux tiers) siégeant au nom de leur municipalité ou encore comme représentants d'une municipalité régionale de comté (MRC). Une représentation des milieux socioéconomique supporte le travail des élus, soit comme membre du conseil d'administration de la CRÉ (maximum le tiers) ou encore au sein d'une commission². La CRÉ a comme mandat de

¹ *Diagnostic de la culture, Territoire de la CRÉ Montérégie Est*, novembre 2007. Document en ligne sur les sites Internet de la CRÉ www.monteregie-est.org, du CMCC www.culturemonteregie.qc.ca et du MCCC www.mccc.gouv.qc.ca.

² Les représentants des milieux socioéconomiques siègent au sein d'une commission consultative aux CRÉ de Montréal, de Longueuil et de Laval.

favoriser la concertation des partenaires, de donner son avis au ministre des Affaires municipales et des Régions sur les questions de développement régional, de procéder à l'évaluation des organismes de concertation de leur territoire et d'élaborer un plan quinquennal de développement.

Un modèle particulier en Montérégie

À la différence de la plupart des régions administratives du Québec, où le développement régional est chapeauté par une CRÉ, le gouvernement a opté pour l'établissement en Montérégie de trois organismes distincts. C'est pourquoi, la Montérégie, une région administrative évoluant jusqu'alors en fonction d'une structure intégrée et dont la desserte des services gouvernementaux était généralement configurée sur cette base, se trouve maintenant subdivisée en trois territoires.

Tableau 1 – Composition du territoire selon le territoire de CRÉ

Longueuil	Territoire couvrant l'agglomération de Longueuil	• Longueuil • Brossard • Boucherville • Saint-Bruno-de-Montarville • Saint-Lambert
Montérégie Est	Territoire couvrant 9 MRC	• Acton • Brome-Missisquoi • La Haute-Yamaska • La Vallée-du-Richelieu • Lajemmerais • Bas-Richelieu • Haut-Richelieu • Les Maskoutains • Rouville
Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	Territoire couvrant 5 MRC	• Beauharnois-Salaberry • Haut-Saint-Laurent • Jardins-de-Napierville • Roussillon • Vaudreuil-Soulanges

Soucieuses de voir s'implanter rapidement ce nouveau cadre organisationnel, les CRÉ ont clairement manifesté leur volonté de se doter d'outils et de s'associer à des partenaires spécifiquement consacrés à leur territoire respectif. Les différents ministères et les organismes gouvernementaux de même que les organismes de concertation déjà à l'œuvre en Montérégie, doivent désormais tenir compte de cette nouvelle conjoncture territoriale. Les réalités propres à chaque secteur font en sorte que l'adaptation aux nouveaux territoires emprunte des modèles et des formes variées.

Planification quinquennale

Ayant d'abord consacré leur énergie à l'établissement de leur structure organisationnelle, les CRÉ de la Montérégie se sont ensuite engagées dans une démarche d'élaboration de leur planification quinquennale. Cet exercice permet de définir les objectifs généraux et particuliers de développement pour les cinq prochaines années. Par la suite, les CRÉ auront la possibilité de conclure avec les ministères concernés des ententes qui permettront de mener sur chacun des territoires des actions structurantes. Désignée sous l'appellation *Entente spécifique de régionalisation*, l'entente vise un ou plusieurs secteurs d'activité particuliers ayant été retenus parmi les priorités de développement régional.

Une démarche concertée

L'établissement des priorités régionales est une étape propice pour réfléchir aux enjeux propres à chacun des secteurs de développement. Soutenu par l'engagement de la ministre³ de la Culture, des Communications et de la Condition féminine ainsi que par les études statistiques réalisées à l'échelle de chaque région⁴ et fort également d'une expérience de partenariat avec les instances régionales et locales en matière de développement culturel, le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine dispose d'une expertise qu'il souhaite mettre à profit pour contribuer au positionnement des enjeux spécifiques de ce secteur. C'est dans cette perspective de collaboration que la Direction de la Montérégie du Ministère a proposé aux représentants de chacune des CRÉ de procéder à une démarche à laquelle le Conseil montérégien de la culture et des communications (CMCC) s'est associé. Cette démarche permettra, à terme, de doter chaque territoire d'un diagnostic du développement culturel.

Le portrait culturel, un outil de référence

La réalisation d'un tel document sur le développement d'un secteur comme celui de la culture amène à définir un cadre méthodologique duquel découle des choix relatifs au contenu ou à l'angle de traitement de celui-ci. Bien qu'animé par une volonté de poser un regard lucide et éclairé sur le contexte culturel régional, il est néanmoins possible que le comité de travail ait échappé des éléments de la réalité culturelle. Le présent document ne peut donc pas être considéré comme une source d'information infaillible. Il renferme, de plus, une lecture d'une réalité en constante évolution. Il fournit de nombreuses données quantitatives tout en esquissant quelques pistes de réflexion. Les éléments dégagés constituent des points de repère et de référence tant pour les intervenants culturels que pour ceux qui se consacrent plus largement au développement du territoire. Il importe de mentionner qu'il constitue le premier outil disponible en matière de culture, et ce, en fonction des territoires de CRÉ.

L'emprunt du genre masculin dans ce document englobe implicitement le genre féminin et n'est ici utilisé que dans le but d'alléger la rédaction d'ensemble.

³ La Ministre Line Beauchamp annonçait à Montréal, le 21 octobre 2004, l'engagement du MCC dans une démarche de décentralisation. Cette démarche prend forme par l'élaboration de diagnostics territoriaux de la culture et des communications.

⁴ La Direction du lectorat, de la recherche et des politiques du Ministère a élaboré un portrait statistique pour chacune des trois CRÉ de la Montérégie.

Présentation du document

Le présent document, composé de trois parties, tente d'identifier et de mettre en perspective les éléments marquants du paysage culturel territorial de la CRÉ Montérégie Est.

Première partie - Le développement culturel du territoire

La première partie expose succinctement les éléments territoriaux qui façonnent le développement culturel, fait état des partenaires et des outils de développement plus spécifiques à la culture, et propose des pistes de réflexion.

Deuxième partie - Les principaux secteurs culturels

La deuxième partie présente en 11 fiches les domaines culturels dominants du territoire et le positionnement de la culture dans des secteurs connexes. Chaque fiche comporte quatre sections :

- Description du secteur
- Contribution / implication des partenaires
- Éléments d'analyse
- Pistes de réflexion

Provenance et traitement des données

Une part importante des données statistiques contenues dans le présent document provient des travaux réalisés par des chercheurs rattachés à la Direction du lectorat, de la recherche et des politiques du Ministère. Rosaire Garon⁵ travaille depuis quelques décennies à compiler des données sur la culture sous toutes ses dimensions et sur les pratiques culturelles de la population du Québec. Se basant principalement sur les travaux de leur collègue, Claude Edgar Dalphond et Michel Pelletier⁶ ont produit, pour chacune des régions du Québec et pour chacun des territoires de CRÉ de la Montérégie, un portrait statistique contenant de l'information provenant de différentes sources. De nombreuses données provenant du *Portrait statistique de la Montérégie Est* seront intégrées au présent document, principalement à la partie 2 qui présente les différents secteurs culturels. Une remarque mérite ici d'être formulée :

Les données sur la fréquentation, les comportements relatifs aux pratiques culturelles et la perception de l'accessibilité proviennent d'un sondage comportant un échantillonnage de chacune des régions du Québec, dont un certain nombre de répondants du territoire de la Montérégie Est.

- Il s'agit ici de données obtenues à la suite d'une compilation des déclarations formulées par les répondants et non pas en fonction de résultats mesurés.
- Il n'est pas possible de déterminer si la fréquentation alléguée vise des institutions établies sur le territoire.

Enfin, l'information relative aux individus et aux organismes répertoriés dans les différents domaines culturels résulte d'un recensement réalisé par le Conseil montérégien de la culture et des communications. Par ailleurs, lorsque les données proviennent d'autres sources, la référence est inscrite en note de bas de page.

La section « éléments d'analyse » (3^e bloc des fiches) met en évidence des éléments qui permettent d'apprécier le positionnement de la culture au regard d'une dimension particulière. Pour ce faire, des comparaisons sont établies en rapport avec les données équivalentes pour la moyenne des régions du Québec et du territoire des autres CRÉ de la Montérégie (Longueuil et Vallée-du-Haut-Saint-

⁵ Garon, Rosaire, (2005), *Les pratiques culturelles au Québec, recueil statistique*, Québec, Ministère de la Culture et des Communications, 299 pages.

⁶ Ministère de la Culture et des Communications, Direction de la recherche, des politiques et du lectorat (décembre 2005), *Diagnostic régional, Volet 1 : Analyse statistique*, 23 pages. Les documents peuvent être consultés à l'adresse électronique suivante : www.mcc.gouv.qc.ca.

Laurent). De plus, afin de s'assurer que les éléments comparés soient évalués sur des bases similaires, nous avons cru utile de proposer une comparaison avec une entité qui comporte des caractéristiques semblables en fonction de sa taille et de son positionnement dans la dynamique métropolitaine. Pour la CRÉ Montérégie Est, les informations relatives à la région des Laurentides seront ainsi présentées lorsqu'une telle comparaison apparaîtra justifiée.

Partie 1

Éléments généraux du portrait de la Montérégie Est

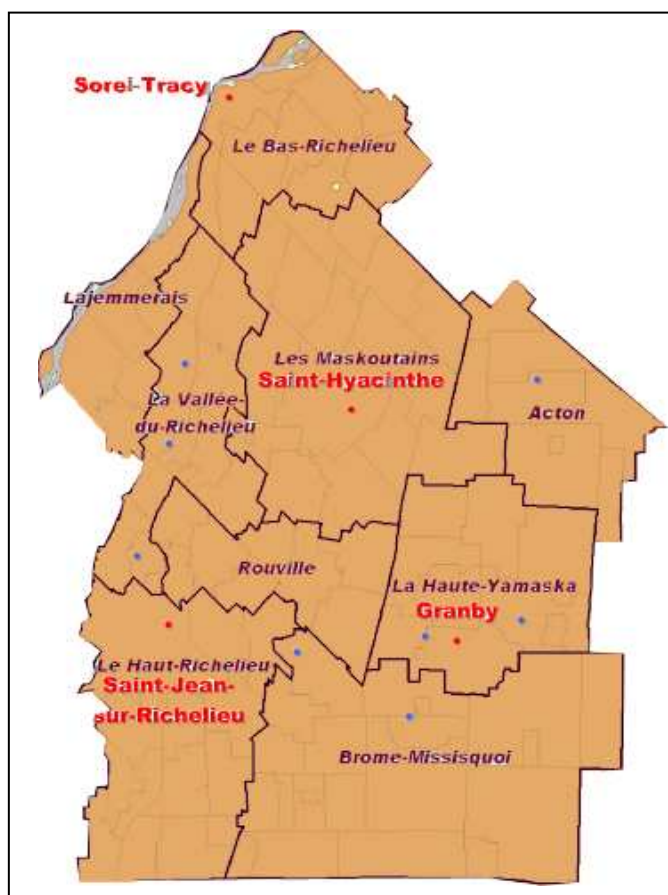
1.1 Caractéristiques territoriales⁷

Plusieurs éléments d'ordre géographique, démographique ou encore économique ont un impact déterminant sur l'ensemble du développement du territoire de la CRÉ Montérégie Est, et certains d'entre eux contribuent à façonner la réalité culturelle locale. Un survol permettra de mieux saisir leur incidence et apportera un éclairage qui facilitera la lecture de l'univers culturel du territoire.

Géographie et subdivision du territoire

La Montérégie Est est bordée au nord par le fleuve Saint-Laurent, au sud par deux États américains (New York et Vermont), à l'est par les régions de l'Estrie et du Centre-du-Québec, et finalement, à l'ouest, par les CRÉ de Longueuil et de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (plus exactement par les MRC de Roussillon et des Jardins-de-Napierville). La CRÉ Montérégie Est couvre 7125 km²; elle est située dans la partie est du territoire régional et elle est composée de 108 municipalités réparties au sein de 9 MRC.

Carte 1 – Territoire CRÉ Montérégie Est



⁷ CRÉ Montérégie Est (www.monteregie-est.org/) . Consultée le 27 décembre 2006.

Subdivisions territoriales

La Montérégie Est constituant un vaste territoire et comportant une diversité de localités au profil varié, la CRÉ a jugé utile d'élaborer un modèle de subdivision territoriale qui se veut un outil pour s'approprier plus aisément ce territoire nouvellement configuré. Sur la base du découpage des différentes MRC existantes, il a ainsi été convenu de regrouper au sein d'une même catégorie celles présentant des caractéristiques similaires : proximité géographique, profil de développement, nature urbaine ou rurale. La subdivision territoriale comporte trois zones définies :

- La zone rapprochée de Montréal : les MRC de Lajemmerais et de La Vallée-du-Richelieu
Les deux MRC couvrent le nord-ouest de la CRÉ Montérégie Est; elles sont voisines de Montréal et, incidemment, font partie de la Communauté métropolitaine de Montréal. L'économie de ces deux MRC est distincte, l'une affichant davantage un caractère agricole (la MRC de La Vallée-du-Richelieu)⁸ et l'autre, un caractère industriel (la MRC de Lajemmerais)⁹.
- La zone intermédiaire : MRC des Maskoutains (Saint-Hyacinthe), du Bas-Richelieu (Sorel-Tracy), du Haut-Richelieu (Saint-Jean-sur-Richelieu) et de La Haute-Yamaska (Granby)
Les 4 municipalités de ces MRC sont des chefs-lieux détenant un certain nombre de leviers de développement et des créneaux économiques qui leur sont propres : Granby est un pôle de la micro-électronique; Saint-Hyacinthe, un technopôle agroalimentaire et agro-environnemental; Saint-Jean-sur-Richelieu, un technopôle en transport et en matériel de défense et de sécurité; Sorel-Tracy, un pôle en développement durable.
- La zone rurale : les MRC d'Acton, de Rouville et de Brome-Missisquoi
Ces MRC sont situées respectivement à l'est, au centre et au sud de la Montérégie Est. Deux municipalités de la MRC de Rouville font partie de la Communauté métropolitaine de Montréal : Richelieu et Saint-Mathias-sur-Richelieu. Ces trois MRC sont caractérisées par une économie fortement axée sur l'agriculture¹⁰. La MRC de Brome-Missisquoi est la plus importante sur les plans de la superficie et de la population¹¹ alors que la MRC d'Acton est celle qui affiche le plus haut taux de chômage en 2004, soit 8,4 % (4,7 % dans la MRC de Rouville et 6,9 % dans la MRC de Brome-Missisquoi).

Démographie

- 587 842 habitants résident sur le territoire; cela représente approximativement 8 % de la population québécoise, positionnant ainsi la CRÉ au 3^e rang au Québec, derrière Montréal et la région de la Capitale Nationale.
- La perspective démographique (2004-2026) est de 5,6 % comparée à 7,8 % pour la Montérégie et à 7,2 % pour l'ensemble du Québec.
- 94 % de la population est de langue maternelle française, 4,5 % anglaise et 1,5 % autre. La population anglophone est particulièrement concentrée dans la MRC de Brome-Missisquoi, où elle représente 23 % de la population totale¹².

⁸ Le nombre de producteurs agricoles est de 446 dans la MRC de La Vallée-du-Richelieu comparativement à 189 dans la MRC de Lajemmerais (CRÉ Montérégie Est, (2005), *Plan quinquennal de développement durable, La voie de concertation en développement régional et durable*).

⁹ Le nombre de parcs ou de zones industriels dans la MRC de Lajemmerais est de 11 comparativement à 2 dans la MRC de La Vallée-du-Richelieu (CRÉ Montérégie Est, 2005).

¹⁰ En 2004, 467 producteurs agricoles sont recensés dans la MRC d'Acton, 597 dans la MRC de Rouville et 734 dans la MRC de Brome-Missisquoi.

¹¹ 1537 km² et 47 474 habitants en 2005 comparativement à 482 km² et 31 536 habitants dans la MRC de Rouville, et 479 km² et 15 542 habitants dans la MRC d'Acton.

¹² http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/recens2001_16/langue16/materuni16.htm. Consulté le 31 janvier 2007.

Économie

- Situation géographique enviable par l'importance du marché potentiel, soit 100 millions de consommateurs dans un rayon de 1000 km. Positionnement stratégique au centre du triangle Montréal, Boston et New York.
- Taux de chômage pour l'année 2005 (6,3 %) sous la moyenne montréalaise (6,9 %) et celle du Québec (8,3 %).
- Revenu personnel par habitant (26 901 \$ en 2005) inférieure à la moyenne régionale (31 087 \$) et provinciale (29 499 \$).
- Les secteurs bioalimentaire, métaux ferreux, microélectronique, aéronautique et transport terrestre constituent les créneaux d'excellence du territoire¹³.

Histoire, archéologie et culture

- Le territoire est façonné par plus de 400 ans d'histoire, où l'on retrouve à la fois la présence amérindienne, l'implantation française en Amérique, l'affluence des Loyalistes, et le peuplement de colons émigrés d'Angleterre, d'Irlande et d'Écosse.
- La richesse historique pourvoit cette zone d'un patrimoine éclectique, à l'image de la complexité de l'identité du territoire, où se côtoient une Maison des Patriotes et des fortifications britanniques, des églises catholiques flamboyantes et de modestes temples protestants.
- L'histoire a laissé son empreinte sur certains cours d'eau qui traversent le territoire. Souvent mise à profit pour un usage militaire, la rivière Richelieu jouera aussi un rôle moteur dans l'économie et le développement du territoire. Encore aujourd'hui, il s'agit d'un axe structurant d'une importance majeure.
- Le patrimoine religieux y est exceptionnel en raison de la présence de plusieurs églises, chapelles, couvents et collèges de l'institution que représente les orgues Casavant, etc. De fait, il s'agit d'un territoire où l'on retrouve la plus grande concentration du patrimoine religieux au Québec, et ce, en tenant compte de la diversité des confessions religieuses concernées.
- La diversité des styles et des courants se manifeste aussi dans l'architecture domestique : les maisons de pierre ou de bois issues des traditions de la Nouvelle-France y sont en grand nombre, aussi bien que les bâtiments d'influence britannique. Plusieurs manoirs, classés monuments historiques, sont aussi présents.
- La Montérégie Est présente également un potentiel archéologique appréciable, souvent représentatif de l'époque du régime seigneurial, mais aussi de l'activité militaire et des occupations amérindiennes plusieurs fois millénaires.
- Les connaissances archéologiques demeurent généralement déficientes, en raison notamment, d'une carence importante sur le plan de la recherche archéologique : les activités de cette nature peuvent être qualifiées de marginales depuis plus d'une dizaine d'année sur le territoire.
- Sur le plan naturel, les Montérégiennes, une chaîne de montagnes datant approximativement de 120 millions d'années, façonne le paysage. Six d'entre elles, parmi les plus majestueuses, sont implantées sur le territoire.

¹³ L'entente de principe ACCORD (Action concertée de coopération régionale de développement) de la Montérégie, conclue en 2004, identifie les créneaux d'excellence.

1.2 Facteurs de développement

Différents facteurs inhérents au profil de développement du territoire génèrent des effets qui affectent l'ensemble des secteurs socioéconomiques et, conséquemment, influencent aussi l'univers culturel de la Montérégie Est.

Une identité à s'approprier

La CRÉ Montérégie Est s'avère, avec ses deux voisines (Longueuil et la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent), la plus jeune instance de gouvernance régionale instituée par le gouvernement du Québec (2004). Géographiquement encastré entre le fleuve et la frontière américaine, son territoire constitue une partie de la région administrative numéro 16, la Montérégie. Largement influencée par les mouvements économiques qui se sont succédé à Montréal au cours des dernières décennies, la croissance démographique est sans contredit l'élément marquant du développement du territoire de la Montérégie Est. Sur l'échiquier régional, la Montérégie Est compte pour 43 % de la population totale, 64 % de la superficie de la région et 60 % du nombre des municipalités, soit le premier rang dans chacun de ces indicateurs. Des trois territoires, la Montérégie Est est celui qui conserve le plus de caractéristiques de la Montérégie, et le fait qu'elle en ait conservé le nom est révélateur.

En conséquence, de nombreux facteurs permettent de comprendre la faible appartenance de la population à l'entité territoriale qu'est la Montérégie Est. Il s'agit principalement de la proximité de la métropole pour une partie du territoire, de l'attraction qu'exercent certains pôles sous-régionaux et du positionnement périphérique de quelques zones en lien étroit avec d'autres régions administratives, cumulés aux mouvements démographiques marquants des dernières décennies et au caractère encore récent de la création d'une CRÉ sur le territoire.

Émergence de centres urbains

Les douze centres urbains, comptant 10 000 habitants et plus, que l'on dénombre en Montérégie Est sont autant de locomotives favorisant le développement social, économique et culturel. Détenant un poids démographique suffisant, ces communautés se sont généralement dotées des structures et des services pouvant satisfaire leurs besoins, et leur assurer une certaine indépendance. Nombre de ces centres peuvent compter sur un ou plusieurs secteurs d'excellence autour desquels s'articule leur développement. Incidemment, plusieurs des centres urbains du territoire recèlent des atouts culturels significatifs, qu'ils ont su mettre à profit de manière avantageuse (*voir* section 1.5).

Carrefour de marchés d'envergure

Facteur déterminant du peuplement du territoire, les cours d'eau qui traversent la Montérégie Est constituent encore aujourd'hui des axes jouant un rôle important sur les plans tant économique que social. À elle seule, la rivière Richelieu recèle une valeur symbolique sur le plan historique (passage de Champlain) et, depuis l'ouverture du canal de Chambly, en 1843, elle constitue une voie navigable vers les États-Unis. Pareillement, le réseau autoroutier qui traverse le territoire a favorisé l'implantation d'entreprises ayant choisi de s'y établir en raison de l'avantage que constituent ces voies de circulation pour accéder aux marchés du Québec, de l'Ontario et des États-Unis.

Potentiel récréo-touristique

Le positionnement avantageux du territoire au centre d'un bassin potentiel de visiteurs a contribué à l'émergence d'une offre récréo-touristique en Montérégie Est, laquelle est basée en partie sur une clientèle d'excursion. L'agrotourisme, le cyclotourisme, l'écotourisme, la navigation de plaisance, les attraits patrimoniaux et culturels sont effectivement des activités qui suscitent l'intérêt des visiteurs.

Si le territoire peut compter sur de nombreux avantages tels des paysages et un patrimoine magnifiques, des événements, des produits et des initiatives originales, etc., il comporte aussi certains défis. L'élément le plus singulier est le fait que deux associations touristiques régionales (ATR) différentes représentent le territoire : Tourisme Cantons-de-l'Est œuvre dans les MRC de Brome-Missisquoi et de La Haute-Yamaska, et Tourisme Montérégie fait la promotion du reste du territoire.

1.3 Partenaires à l'œuvre pour la culture en Montérégie Est

Plusieurs partenaires sont amenés à mettre en commun leurs ressources et leur expertise pour collaborer au développement culturel de la CRÉ Montérégie Est en fonction de leur mission respective. Certains d'entre eux interviennent dans l'ensemble des secteurs d'activité sur les plans régional ou local; certains autres s'intéressent spécifiquement au secteur culturel sur le plan régional alors que d'autres interviennent davantage à un palier national ou sont rattachés à la structure gouvernementale (ministères et sociétés d'État). Outre ceux-là, des partenaires des milieux associatif et privé contribuent aussi à leur manière à la vitalité culturelle du territoire.

a. Les partenaires des structures territoriales

La conférence régionale des élus (CRÉ)

Comme mentionné précédemment, la décision de procéder à la mise en place des nouvelles structures de gouvernance régionale que sont les conférences régionales des élus a eu pour effet, en Montérégie, de fractionner la région en trois territoires distincts. Jusqu'alors sous la gouverne du Conseil régional de développement de la Montérégie (CRDM), les rouages de planification et de concertation du développement régional sont maintenant sous la responsabilité de la conférence régionale des élus.

Composée de 52 membres ayant tous droit de vote, les élus comptent 35 représentants municipaux ou des MRC et 17 représentants des secteurs socioéconomiques significatifs, dont celui de la culture (*voir annexe 1 : structure de fonctionnement de la CRÉ*).

Ayant complété l'opération de mise en place de sa structure de fonctionnement, la CRÉ Montérégie Est a entrepris, au cours de 2006, les démarches inhérentes à la rédaction et à l'adoption de son premier plan quinquennal de développement. Ce document, qui contient les priorités de développement en fonction des différents secteurs, servira de cadre de référence pour orienter le développement du territoire. La CRÉ dispose des ressources financières du Fonds de développement régional, qu'elle utilise pour son fonctionnement et pour soutenir des interventions dans les secteurs correspondant aux priorités de développement définies. Le fonds permet également à la CRÉ de conclure avec les ministères et les organismes du gouvernement du Québec des ententes spécifiques de régionalisation.

Les municipalités régionales de comté (MRC) et les centres locaux de développement (CLD)

Les municipalités régionales de comté sont des corporations municipales vouées à la concertation et à la planification régionales. Elles ont la responsabilité de fournir aux municipalités qui les composent des services à caractère intermunicipal. Elles sont dirigées par un conseil des maires provenant de chacune des municipalités constituantes. Structures supralocales, les MRC s'intéressent de plus en plus au secteur de la culture et participent aux efforts de mise en valeur des éléments culturels de leur territoire.

Instance liée aux MRC, les centres locaux de développement ont pour mission de rallier les forces vives de la communauté afin de mener des actions communes favorables au développement de l'économie et à la création d'emplois sur leur territoire de MRC. Certaines de leurs interventions génèrent des retombées pour la culture.

Les municipalités

Les municipalités constituent la structure de regroupement la plus proche de la population et, par le fait même, la plus apte à déterminer ses besoins et à y répondre. À ce titre, elles sont identifiées comme la première instance responsable de la planification et du développement culturels de leur territoire. Elles sont appelées à intervenir dans le secteur de la culture et à adopter une vision globale du développement culturel de leur communauté.

Une recherche réalisée par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec et portant sur les dépenses des municipalités en culture¹⁴ démontre l'implication des municipalités. En 2003 et 2004, 7,2 % des budgets de fonctionnement de 11 municipalités à l'étude¹⁵ est consacré à des dépenses culturelles. Les bibliothèques représentent une part importante de ces dépenses. De plus, les dépenses par habitant se chiffrent à 89,42 \$, en 2003, et à 93,35 \$, en 2004.

Au sein des municipalités, le dossier de la culture relève généralement d'une direction qui cumule aussi la responsabilité du sport et des loisirs. Au nombre des interventions en matière de culture, on compte donc celles attribuées aux loisirs culturels : organisation d'ateliers en arts plastiques, en théâtre, en poésie, en chant choral, en musique, ou soutien à des organismes tels des sociétés d'histoire et de généalogie ou des clubs de scientifiques en herbe¹⁶.

Le volume et la diversité des services déployés et des équipements que les municipalités mettent à la disposition de leur communauté sont généralement en fonction de leur taille, des volontés locales et parfois aussi de considérations historiques. En Montérégie Est, bon nombre de municipalités sont impliquées dans le secteur culturel, et cette implication déborde le secteur traditionnel des bibliothèques pour couvrir également ceux de la diffusion des arts de la scène, des arts visuels, des métiers d'art ou encore de la mise en valeur du patrimoine. En 2004, les investissements municipaux en culture atteignaient près de 18 millions de dollars, ce qui représente près de 30 \$ par habitant.

La Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)

Créée en 2001, la Communauté métropolitaine de Montréal est un organisme de planification, de coordination et de financement qui regroupe 82 municipalités de l'Île de Montréal, de l'Île de Laval ainsi que celles des couronnes sud et nord. En Montérégie Est, les municipalités de la MRC de Lajemmerais, 9 des 13 municipalités de la MRC de la Vallée-du-Richelieu et 2 des 8 municipalités de la MRC de Rouville sont incluses dans le périmètre de la CMM. L'organisme exerce son mandat de concertation dans neuf secteurs de compétence, dont celui du développement artistique ou culturel. Compte tenu qu'il s'agit ici d'une responsabilité facultative au sens de loi, la CMM n'a pas exercé son mandat dans ce secteur de compétence à ce jour.

¹⁴ Observatoire de la culture et des communications du Québec, Les dépenses culturelles des municipalités, Statistiques en bref, no. 26, février 2007, 16 pages http://www.stat.gouv.qc.ca/observatoire/publicat_obs/occ_bref.htm.

¹⁵ Gatineau, Laval, Lévis, Longueuil, Montréal, Québec, Rimouski, Rouyn-Noranda, Saguenay, Sherbrooke et Trois-Rivières, représentant près de 55 % de la population québécoise.

¹⁶ Darvida Conseil, *Proposition de plan de développement du loisir culturel en Montérégie, 2003-2006*, Loisir et Sport Montérégie, Février 2003.

b. Les partenaires gouvernementaux

Le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF)

Le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, appuyé par un réseau de sociétés d'État et d'organismes publics, a pour mission de favoriser, au Québec, l'affirmation, l'expression et la démocratisation de la culture ainsi que le développement des communications; et de contribuer à leur rayonnement à l'étranger. Ayant recours depuis plusieurs décennies à un mode de fonctionnement régionalisé, le MCCCF a procédé en 1991 à la mise sur pied de la Direction de la Montérégie .

Sur le plan régional, le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine élabore et met en œuvre des stratégies et des actions de partenariat, assure la gestion de programmes et l'application de la Loi sur les biens culturels. De plus, il offre une expertise conseil dans les divers champs d'intervention relevant de ses compétences. Au nombre des actions réalisées ces dernières années, mentionnons notamment deux opérations d'envergure : l'inventaire du patrimoine religieux de la Montérégie et celui des œuvres d'art effectué dans le cadre de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement. La Direction de la Montérégie collabore étroitement avec divers partenaires, dont les organismes culturels, le milieu scolaire et les propriétaires privés de biens patrimoniaux de même qu'avec les structures locales et régionales que sont les municipalités, les MRC et la CRÉ avec lesquelles sont conclues des ententes, en conformité avec la Politique culturelle du Québec de 1991.

Le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ)

Le CALQ a pour mission de soutenir, dans chacune des régions, la création, l'expérimentation, la production artistique ainsi que le perfectionnement des artistes. Les interventions du CALQ, dans le cadre de ses programmes réguliers, se présentent sous deux formes, octroi de bourses et de subventions.

Tableau 2 – Bourses et subventions accordées par le CALQ entre 2001 et 2006¹⁷

	Entre 2001 et 2006		Moyenne annuelle	
	Bourses et subventions	Montants	Bourses et subventions	Montants
Montérégie Est	240	4 871 376 \$	48	974 275 \$
Montérégie	475	7 816 672 \$	95	1 563 334 \$

Le CALQ a signé un accord de coopération triennal avec le CMCC, ce qui lui permet d'obtenir des renseignements pertinents et rigoureux sur la situation et les besoins des communautés artistiques de la région et de recevoir des avis sur diverses questions relatives à son mandat. En plus de rendre accessible aux artistes montréalais, l'information pertinente ayant trait à la mission, aux mandats, aux programmes et aux modes de fonctionnement du CALQ, cette entente permet également la tenue d'activités spécifiques de promotion, de concertation et de partenariat avec les acteurs régionaux, telles que la remise du prix à la création artistique en Montérégie du Conseil des arts et des lettres du Québec.

¹⁷ Nous ne disposons pas d'information concernant le nombre de demandes faites par la population du territoire afin d'obtenir d'une bourse.

La Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)

La SODEC a pour mandat de soutenir le développement des entreprises culturelles dans les domaines suivants : cinéma et télévision, disque et spectacle, livre, métiers d'art et patrimoine immobilier.

Tableau 3 – Aide financière accordée par la SODEC entre 2001 et 2006

	Entre 2001 et 2006		Moyenne annuelle	
	Aide financière	Montants	Aide financière	Montants
Montréal Est	252	3 122 134 \$	50	624 426 \$
Montréal	621	9 100 601 \$	124	1 820 120 \$

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ)

Bibliothèque et Archives nationales du Québec a pour mission de rassembler, de conserver et d'offrir un accès démocratique au patrimoine documentaire québécois. Dans cet esprit, la société d'État valorise la lecture, la recherche ainsi que l'enrichissement des connaissances et elle soutient les organismes publics en matière de gestion de leurs documents. De plus, elle fait la promotion de la conservation et encourage l'accessibilité des archives privées. BANQ offre un service de prêt de documents à l'ensemble des bibliothèques du Québec tout en supportant aussi des centres d'archives.

Autres ministères et organismes du gouvernement du Québec

Outre ceux spécifiquement rattachés au secteur culturel, d'autres ministères et organismes gouvernementaux apportent une contribution au développement culturel en fonction des interventions qui leur sont propres.

Tableau 4 – Contribution des organismes et ministères à la culture

Emploi-Québec	Développement du service de formation continue destiné aux artistes, aux artisans et aux travailleurs culturels de la Montréal.
Ministère des Affaires municipales et des Régions	Programme d'infrastructure (projets d'équipement culturel). Programme de la Société d'habitation du Québec (SHQ) pour la revitalisation de quartiers anciens.
Ministère des Transports	Prise en compte des éléments architecturaux, des paysages et de l'archéologie dans la réalisation de travaux routiers.
Ministère du Tourisme	Considération de la dimension culturelle dans le déploiement des mesures de promotion touristique.
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Positionnement de la culture dans la vie de l'école et les programmes d'enseignement.
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	Investissement dans la nouvelle Fiducie du Chantier de l'économie sociale, dont l'objectif est de permettre aux entreprises de l'économie sociale d'avoir accès à un financement à long terme, leur permettant de réaliser des activités dans divers secteurs et, dans certains cas, en culture.

Le ministère du Patrimoine Canadien et le Conseil des Arts du Canada (CAC)

Patrimoine Canadien est le ministère du gouvernement fédéral responsable des politiques et des programmes nationaux qui encouragent la participation à la vie culturelle et communautaire, favorisent la citoyenneté active et permettent l'établissement de liens entre les citoyens des différentes parties du Canada. La thématique patrimoniale est ici interprétée de façon large, en englobant le patrimoine matériel, la promotion de la diversité culturelle et le déploiement des politiques ayant trait aux langues officielles, aux communications et au développement des arts.

Parmi les leviers à sa disposition, le Conseil des Arts du Canada (CAC) est celui par lequel Patrimoine Canadien appuie financièrement les artistes et les artisans de même que les organismes artistiques professionnels dans les domaines de la danse, des arts médiatiques, de la musique, du théâtre, de la création littéraire, de l'édition, de l'interdisciplinarité, de la performance et des arts visuels.

Au cours des cinq dernières années, en Montérégie Est, près de 2,4 millions de dollars ont été investis par le CAC, soit une moyenne annuelle de près de 500 000 \$. Plus de 70 % de cette somme touche trois secteurs, qui ont bénéficié d'investissements supérieurs à 100 000 \$: lettres et édition pour 113 446 \$, théâtre pour 103 290 \$ et arts visuels pour 127 500 \$.

c. Les partenaires du milieu associatif

1. Partenaires spécifiques à la culture

Conseil montréalais de la culture et des communications (CMCC)

Depuis 1977, le Conseil montréalais de la culture et des communications assiste, informe, regroupe et représente les professionnels de la culture en Montérégie. Il compte parmi ses membres plus de 150 artistes professionnels et près de soixante-dix organismes culturels, auxquels s'ajoutent une cinquantaine de partenaires. Son intervention, modulée par territoire de CRÉ est présente dans l'ensemble de la Montérégie.

Afin de bien remplir son rôle conseil auprès des diverses instances en place, il documente les enjeux et problématiques du milieu et assure la concertation des intervenants culturels de la région. Avec l'appui de son réseau, il initie des actions concrètes favorisant la promotion et la diffusion de la culture. Il coordonne de nombreux projets visant le développement des différentes pratiques artistiques, dont un programme de formation continue. En collaboration avec ses partenaires, il facilite la mise en place de leviers de développement culturel, notamment dans le domaine touristique. Il reconnaît l'apport culturel du milieu en remettant les prix Leaders de la culture en Montérégie et encourage la relève artistique en remettant le prix Relève du CMCC.

Au cours des dernières années, le CMCC a effectué un nombre important de démarches visant différents secteurs de l'univers culturel. Mentionnons la réalisation en 2006, d'un portrait de la relève culturelle artistique en Montérégie qui visait à documenter la situation et à contribuer à l'amélioration des conditions de pratique par des interventions appropriées dont la formation. En plus des interventions de concertation et d'animation auprès de ses membres, le CMCC participe à de nombreux projets impliquant des partenaires régionaux et locaux en matière de culture.

Réseau BIBLIO

Ayant pour mission de favoriser la mise en commun des ressources et les échanges entre les bibliothèques publiques de la Montérégie, Réseau BIBLIO (auparavant appelé Centre régional de services aux bibliothèques publiques inc., le CRSBP) est un organisme desservant 76 bibliothèques publiques, dont 46 sur le territoire de la Montérégie Est. Subventionné par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, ses activités visent à la fois le développement des collections, la circulation des volumes et des documents au sein du réseau, le service conseil aux établissements dans leurs opérations, et le développement des activités d'animation, et ce, auprès

des municipalités de 5000 habitants et moins (en parallèle au réseau des bibliothèques autonomes des municipalités de plus de 5000 habitants).

Association des bibliothèques publiques de la Montérégie

L'Association des bibliothèques publiques de la Montérégie a été créée en 1985. Son mandat vise principalement à faire connaître les bibliothèques publiques de son territoire, à représenter la vie culturelle lors d'événements spéciaux et à élaborer des projets communs contribuant à favoriser la visibilité des bibliothèques. L'Association compte 40 bibliothèques membres en Montérégie et 17 d'entre elles se trouvent sur le territoire de la Montérégie Est.

Association des auteurs de la Montérégie

Créée en 1996 par des écrivains de la Montérégie, l'Association a notamment pour objectif de regrouper les auteurs ainsi que de promouvoir leurs œuvres. Acteur significatif de la vie littéraire de la région, l'Association diffuse le bulletin « J'écris en Montérégie » et participe au Festival de littérature de la Montérégie. De plus, le réseautage sur les plans tant, au niveau régional, national qu'international est l'un des objectifs de cette association.

Réseau Scènes, Réseau Centre et Diffusion Inter-Centres

Trois regroupements en arts de la scène offrent leurs services à un ou l'autre des sept diffuseurs pluridisciplinaires que compte le territoire. Chacun de ces regroupements favorise la concertation entre les membres de façon à proposer une programmation diversifiée, de qualité et à l'affût des nouvelles tendances. De plus, les réseaux facilitent l'échange d'expertise, les économies d'échelle et la réalisation de projets particuliers. Quatre diffuseurs rapprochés de la région montréalaise sont membres de Réseau Scènes; deux sont associés à Réseau Centre, en raison de leur proximité avec les Cantons-de-l'Est, et un dernier fait partie de Diffusion Inter-Centres.

Montmusée

Ayant pour objectif de mettre en commun leurs ressources afin de maximiser leur rayonnement, les institutions muséales de la région ont convenu, en 1991, de se doter d'un regroupement qui favoriserait les échanges et le partage d'expertise. Montmusée regroupe aujourd'hui 17 institutions : musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition dont dix sur le territoire de la Montérégie Est. Souhaitant procurer au regroupement les ressources financières et humaines pour déployer des services répondant aux besoins des institutions membres, le Ministère et Montmusée ont conclu, en 2007, une entente visant la mise en place d'une Cellule régionale d'expertise en muséologie (CREM) pour une période expérimentale de trois ans.

Réseau Archéo-Québec

Le Réseau est une association à but non lucratif qui regroupe une centaine d'organismes et de personnes membres de la communauté archéologique québécoise. L'organisme oriente sa mission selon trois objectifs : la concertation entre les partenaires, la sensibilisation du public, et l'établissement de liens entre les acteurs du milieu de l'archéologie et les acteurs des autres secteurs comme le tourisme. Depuis 2005, le Réseau organise en août, le mois de l'archéologie à la grandeur du Québec; plus de 50 sites y participent. Cet événement favorise l'intégration de l'archéologie au sein du tourisme culturel et d'apprentissage. Le Réseau développe aussi d'autres activités liées au tourisme d'apprentissage : « archéonature », « archéotour », « archéofouilles », « archéoguide » et « archéoscolaire ». Les bureaux du Réseau sont situés en Montérégie, dans le secteur Melocheville de la municipalité de Beauharnois, au Parc archéologique de la Pointe-du-Buisson.

Conseil du patrimoine religieux du Québec et sa table de la Montérégie

Bon nombre des bâtiments d'intérêt patrimonial que compte le Québec ont un caractère religieux. Confrontés au défi que pose la sauvegarde de ces bâtiments et dans un contexte où les ressources financières à la disposition des paroisses ne permettent pas de combler les besoins de base, les

représentants des différentes confessions religieuses aux prises avec cette problématique ont uni leurs efforts au sein du Conseil du patrimoine religieux du Québec, auparavant appelé Fondation du patrimoine religieux. Créée en 1995, le Conseil a pour mission d'aider les fabriques et les communautés, propriétaires d'édifices, de biens mobiliers ou d'œuvres d'art d'intérêt patrimonial, à assurer la conservation et la mise en valeur de ceux-ci. Conjointement avec le Ministère, le Conseil gère ainsi des programmes qui permettent d'accorder un soutien financier pour la restauration des biens présentant un intérêt patrimonial.

Son fonctionnement étant structuré selon une approche décentralisée, sur le plan régional, le Conseil s'appuie sur onze tables de concertation au sein desquelles siègent des représentants des confessions religieuses au prorata du nombre de bâtiments dont chacune d'elles est propriétaire. En effet, le territoire de la région se démarque au regard de la diversité des confessions religieuses (particulièrement celles d'obédience protestante) possédant des bâtiments d'intérêt patrimonial. La Table de la Montérégie compte une dizaine de membres représentant les différentes confessions.

Société du patrimoine religieux du diocèse de Saint-Hyacinthe

La Société regroupe les communautés et les institutions du diocèse de Saint-Hyacinthe et, bien que le territoire de ce diocèse corresponde pour l'essentiel aux localités de la Montérégie Est situées à l'est de la rivière Richelieu, son rayonnement déborde ce périmètre. Cet organisme œuvre tout particulièrement à promouvoir le patrimoine religieux du territoire et travaille à rendre accessible au grand public les multiples richesses qu'il recèle, à la fois, en organisant des activités et en publiant des documents. L'organisme a notamment réalisé un inventaire des biens patrimoniaux des différents presbytères et églises catholiques de la région. Pour ce faire, il a bénéficié du soutien de la Société des musées québécois et du Réseau canadien d'information sur le patrimoine. L'organisme a ainsi acquis une expertise qui lui permet de conseiller des communautés de diverses confessions ou régions québécoises.

L'organisme Culture pour tous

Depuis le début de 2007, l'organisme qui s'appelait autrefois les Journées de la culture, porte maintenant le nom de Culture pour tous et est toujours l'instigateur des Journées de la culture. Bien plus qu'un simple événement qui revient annuellement à l'occasion de la rentrée d'automne, les Journées de la culture se sont hissées, en dix ans d'existence, au rang de programmations culturelles d'envergures. Durant trois jours, tout ce qui bouge en culture tels artistes, artisans, écrivains et autres travailleurs culturels œuvrant individuellement, en équipe ou au sein de regroupements est mis à contribution. Par des démonstrations, des visites, des expérimentations, des conférences, des circuits historiques, des visionnements ou encore des expositions commentées, les citoyens sont invités à prendre contact avec des œuvres, à visiter des lieux ou à s'imprégner des processus de création et de diffusion souvent méconnus du grand public. En plus de bénéficier d'une visibilité sur le plan national, les Journées de la culture trouvent écho sur le territoire de la Montérégie Est alors que l'ensemble du milieu culturel s'efforcent d'offrir, à cette occasion, une programmation particulière.

2. Partenaires multisectoriels impliqués en culture

Loisir et sport Montérégie

Loisir et sport Montérégie a pour mission de promouvoir le loisir et le sport, d'en assurer la défense et le développement, et de stimuler la concertation et le partenariat entre les différents intervenants des milieux municipal, scolaire et associatif, et ce, dans les six secteurs de loisirs suivants : le sport, le loisir culturel, le loisir scientifique, le loisir socio-éducatif, le loisir de plein-air et le loisir touristique. L'organisme coordonne quatre activités particulières ayant trait spécifiquement aux arts, à la culture et au patrimoine : le programme de la Jeune relève amateur, le concours Secondaire en spectacle, le Rendez-vous de la Francophonie et l'initiative Roulez vers la culture.

Tourisme Montérégie et Tourisme Cantons-de-l'Est

La promotion du tourisme, des institutions et des événements du territoire est assurée par deux associations touristiques régionales (ATR) distinctes : Tourisme Montérégie couvre l'ensemble de la Montérégie Est à l'exception des MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi, qui sont liées à Tourisme Cantons-de-l'Est. L'offre culturelle se positionne aussi avantageusement dans la liste des attraits du territoire.

De concert avec le Conseil montréalais de la culture et des communications, Tourisme Montérégie a développé plusieurs initiatives au cours des dernières années, dont un calendrier culturel, des circuits virtuels et un circuit de découverte du patrimoine religieux, Pour des siècles et des siècles, initié par le CMCC.

Association des plus beaux villages du Québec

Créée en 1997, l'Association regroupe aujourd'hui 32 municipalités québécoises réparties dans dix régions administratives, dont cinq municipalités sur le territoire de la Montérégie Est. Essentiellement ce sont des municipalités à caractère rural situées près du fleuve ou en bordure d'une rivière ou d'un lac, leur mise en réseau a pour objectifs principaux d'assurer la valorisation de leur patrimoine architectural et historique et de mettre à profit ces atouts au plan touristique.

Fondation Rues principales

Ressource professionnelle vouée à la revitalisation socioéconomique, la Fondation a pour mission de promouvoir le développement des artères anciens en tenant compte de la conservation et de la mise en valeur des éléments patrimoniaux qui s'y trouvent. Trois municipalités de la CRÉ Montérégie Est sont membres de la Fondation Rues principales (Saint-Césaire, Saint-Jean-sur-Richelieu et Verchères)¹⁸.

¹⁸ La Fondation Rues principales : <http://www.fondationruesprincipales.qc.ca/index.htm>, Consulté le 26 janvier 2007.

d. Les partenaires du milieu de l'entreprise

Outre les partenaires publics et ceux du milieu associatif, les partenaires du milieu de l'entreprise apportent aussi une contribution à l'essor culturel, soit en offrant un support aux initiatives existantes ou en ciblant la culture comme secteur où réaliser leurs activités.

Commandites et mécénat

Les entreprises sont de plus en plus disposées à associer leur nom au développement d'activités culturelles qui présentent un bon potentiel de rayonnement. Cette contribution peut prendre la forme d'une participation considérable visant des objets variés. En Montérégie Est, on dénombre plusieurs partenariats entre le milieu culturel et l'entreprise. Nous proposons ici quelques exemples qui illustrent bien l'importance de cette forme de soutien. Parfois le partenariat avec l'entreprise peut porter sur la réalisation d'un projet d'immobilisation comme c'est le cas à Saint-Hyacinthe, où la famille Lassonde, qui a fait sa marque localement dans le secteur des médias, a apporté une contribution financière substantielle à la construction du Centre des arts Juliette-Lassonde. Dans d'autres cas, le soutien d'une entreprise se traduit par des arrangements avantageux qui facilitent le fonctionnement d'organismes, comme à Granby, où le propriétaire de l'édifice Impérial héberge à peu de frais plusieurs organismes artistiques dont Le 3^e Impérial, Centre d'essai en art actuel. Enfin, il est fréquent que des entreprises commanditent la programmation d'un organisme en art de la scène à l'instar de la firme de génie conseil Breton Banville et associés, qui apporte un soutien depuis plusieurs années au théâtre L'Arrière Scène, à Belœil.

De plus en plus, au Québec, on observe une tendance des entreprises, corporations et fondations à choisir le secteur culturel comme bénéficiaire de leurs gestes philanthropiques, une pratique déjà bien implantée dans l'univers anglo-saxon. C'est dans l'optique de favoriser l'engagement de l'entreprise et des particuliers que le programme Placements Culture a été institué en novembre 2005. Une fois qualifiés, les organismes culturels peuvent bénéficier de subventions de contrepartie d'un montant équivalent, ou multiplié par 2 ou 3 selon leur taille, des sommes amassées auprès de sources privées (certains particuliers, entreprises ou fondations). Le programme Placements Culture est géré par le CALQ. En Montérégie Est, cinq organismes ont été admis au programme pour des subventions pouvant atteindre 150 000 \$.

Les entreprises culturelles

Bon nombre de créateurs ou d'entreprises œuvrent dans le domaine de la création, de la production et de la diffusion de produits culturels québécois. Cinéma et télévision, musique et variétés, livre et métiers d'art sont autant de secteurs dynamiques de la culture d'ici. Certains de ces secteurs ont fait l'objet d'une fiche pour le territoire de la Montérégie Est, que l'on trouvera en deuxième partie, où la contribution des créateurs et des entreprises sera évoquée.

e. La contribution de certaines personnes

Différentes catégories de citoyens, en raison de leur engagement bénévole, apportent une contribution à l'essor culturel de leur communauté. En Montérégie Est, on estime que plus de 5 % de la population consacre du temps à la pratique d'une forme d'expression artistique ou encore apporte sa contribution aux activités d'une bibliothèque, d'une institution muséale, des loisirs culturels de son milieu ou qu'elle participe à la réalisation d'une initiative culturelle ou artistique.

D'autres personnes, propriétaires d'un bien immobilier protégé en vertu de la Loi sur les biens culturels, accordent beaucoup d'attention à la conservation des éléments marquants de notre patrimoine bâti. En faisant ici mention de l'action de ces personnes, l'objectif poursuivi consiste à souligner leur engagement essentiel.

1.4 Leviers de développement culturel

Les partenaires régionaux disposent d'outils permettant de mettre en place des mécanismes de concertation et de promotion en matière de culture, permettant ainsi de positionner le secteur culturel au cœur de la dynamique de développement du territoire.

L'aide financière des ministères et des organismes

Les partenaires gouvernementaux identifiés à la section précédente disposent d'une variété de programmes qui permettent aux organismes, aux artistes, aux artisans et aux écrivains d'obtenir une aide financière pour leur fonctionnement, la réalisation de projets liés à leur intervention ou encore pour des activités de mise en marché.

Par ailleurs, l'aide financière du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine peut aussi être attribuée dans le cadre d'ententes de partenariat avec une municipalité ou une CRE. Cette aide peut aussi servir à la réalisation de projets d'immobilisation visant des équipements culturels ou être consacrée à la restauration de bâtiments patrimoniaux, ou à leur transformation en fonction d'une nouvelle vocation.

S'ajoute aux programmes réguliers du Ministère, le Fonds du patrimoine culturel québécois. Dans une perspective de sauvegarde, le Fonds a été créé en septembre 2006. Ce fonds permet d'accroître et de consolider les subventions dans le domaine du patrimoine, soit pour la conservation et la mise en valeur des biens culturels ou des œuvres issues de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement, soit pour soutenir les institutions muséales dans le renouvellement de leurs expositions permanentes.

L'entente spécifique en culture

L'entente spécifique est un outil que le gouvernement du Québec met à la disposition des régions afin de contribuer au développement d'un domaine particulier d'intervention. Instance maintenant désignée comme maître d'œuvre de telles démarches, la CRÉ est invitée à conclure avec les ministères et organismes gouvernementaux, en mettant à contribution les autres partenaires concernés, une entente visant des objets particuliers pour lesquels les signataires s'engagent à conjuguer leurs efforts.

En Montérégie, la dernière entente spécifique régionale en culture couvrait la période 2002-2006 et prévoyait une injection financière de 606 000 \$. La participation financière du CRDM, qui en était responsable au plan régional, s'élevait à 280 000 \$ et celle du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, à 326 000 \$. Le CMCC a été associé à l'entente, et, selon les circonstances, s'y sont joints des représentants des ministères du Tourisme, de l'Éducation et des Régions, pour la dernière année, ceux des trois CRÉ de la Montérégie.

Au terme de cette première entente spécifique régionale en culture, les 34 projets réalisés se sont partagés des subventions de 410 000 \$ et ont généré une participation financière des porteurs de dossiers et de leurs partenaires de près de 1,2 M\$. Parmi ces projets, huit se sont réalisés spécifiquement sur le territoire de la Montérégie Est alors que deux ont eu des retombées sur l'ensemble du territoire de la Montérégie.

Une entente spécifique en culture pourra éventuellement être conclue entre la CRÉ Montérégie Est et le MCCCCF, permettant à nouveau de contribuer au développement culturel du territoire en fonction des enjeux qui auront été ciblés.

Les politiques culturelles

En adoptant sa politique culturelle, en 1992, le gouvernement du Québec poursuivait des objectifs de démocratisation de la culture et d'appropriation par les divers intervenants du développement culturel de leur milieu. À cet effet, le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine considère que les municipalités et les MRC sont les mieux placées pour déterminer les types d'intervention les plus appropriés afin de répondre aux besoins de leurs citoyens. Le Ministère, comme l'ensemble des partenaires du milieu culturel, encourage ainsi la municipalité ou la MRC à se doter d'une politique culturelle. Ce faisant, elle pose un diagnostic sur son développement culturel, définit les objectifs qu'elle entend poursuivre et développe des partenariats qui permettront l'atteinte de ces derniers.

Après 15 ans d'application, nous constatons que les objectifs de la Politique culturelle du Québec ont produit des effets concrets. En Montérégie Est, douze municipalités (dont neuf des douze comptant plus de 10 000 habitants) et trois MRC se sont dotées d'une politique culturelle.¹⁹ De plus, la MRC Les Maskoutains a adopté, en juillet 2007, une politique du patrimoine qui énonce entre autres des orientations au regard de la protection et de la mise en valeur du patrimoine. Par ailleurs, à titre d'instances elles aussi appelées à contribuer à l'essor de la culture auprès de leurs clientèles, les commissions scolaires s'efforcent de prendre en compte la dimension culturelle dans leur fonctionnement et au sein de leur réseau respectif. En Montérégie Est, deux d'entre elles se sont dotées d'une politique culturelle.

Tableau 5 – Caractéristiques des politiques culturelles adoptées sur le territoire

Les politiques culturelles municipales relèvent souvent de préoccupations communes :

- l'accessibilité à la culture pour tous;
- la conservation et la mise en valeur du patrimoine;
- le soutien aux artistes et aux organismes culturels;
- le renforcement de l'identité territoriale et du sentiment d'appartenance des citoyens;
- l'incitation du milieu à se prendre en main.

Les ententes de développement culturel avec les municipalités

Lorsqu'une politique culturelle a été adoptée, les ententes de développement culturel entre les municipalités (ou les MRC) et le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine peuvent permettre la mise en place d'un cadre d'échange, de planification et de concertation de l'intervention dans le secteur culturel. C'est un outil qui permet de prendre en compte les préoccupations et les objectifs locaux, et d'associer les partenaires à la réalisation de projets dans le cadre d'une collaboration souple. En Montérégie Est, au cours des dernières années, les municipalités de Chambly et de Mont-Saint-Hilaire, et la MRC de Brome-Missisquoi ont conclu des ententes de développement culturel.

Les ententes Villes et Villages d'Art et de Patrimoine (VVAP)

Les ententes VVAP s'adressent principalement aux municipalités et MRC qui désirent se doter d'une expertise en culture pour mettre en œuvre un plan d'action relatif aux richesses artistiques, patrimoniales et touristiques de leur territoire. Ce programme d'aide financière du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine encourage financièrement l'embauche d'un agent de développement, qui travaille à structurer le développement culturel sur le territoire en favorisant la concertation des intervenants culturels et la réalisation d'une variété de projets. De plus, l'adoption d'une politique culturelle et l'élaboration d'un plan d'action sont souvent des éléments stratégiques du développement culturel auxquels les agents VVAP sont appelés à

¹⁹ Chambly, Mont-Saint-Hilaire, Saint-Hyacinthe, Sorel-Tracy, Sutton, Bromont, Cowansville, Saint-Basile-le-Grand, Saint-Jean-sur-Richelieu, Varennes, MRC de Brome-Missisquoi, MRC du Haut-Richelieu, MRC de La Vallée-du-Richelieu.

contribuer. Les agents de développement culturel reçoivent, en parallèle, une formation qui favorise le partage d'expertises et la valorisation des initiatives et des forces vives de la culture de chaque localité. En Montérégie Est, six municipalités (Chambly, Cowansville, Mont-Saint-Hilaire, Saint-Basile-le-Grand, Saint-Jean-sur-Richelieu et Varennes) et deux MRC (Brome-Missisquoi et Les Maskoutains) ont engagé un agent de développement culturel (VVAP). À cela, il faut compter également les municipalités qui se sont dotées de ressources culturelles sur une base autonome.

Les ententes de partenariat rural

Afin d'assurer la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité (2007-2014), une entente a été conclue entre le gouvernement du Québec et les instances vouées au développement. Par cette entente, les acteurs des milieux peuvent se doter de pactes ruraux définissant ainsi la situation de la ruralité sur leur territoire de même que leurs objectifs de développement. Les milieux sont encouragés à procéder à l'embauche d'un agent de développement rural chargé de soutenir la mise en œuvre du pacte rural, dont certains objets peuvent avoir trait à la mise en valeur des ressources culturelles. Les agents ruraux sont habituellement intégrés aux équipes des CLD. En Montérégie Est, six CLD sur un total de neuf ont des agents de développement rural au sein de leur équipe.

La Loi sur les biens culturels

En adoptant la Loi sur les biens culturels, le gouvernement du Québec s'est donné les moyens d'agir afin d'assurer la sauvegarde et la mise en valeur des éléments les plus représentatifs et les mieux conservés du patrimoine québécois. Soucieux de faire en sorte que la population et les instances locales s'approprient également les préoccupations relatives à l'histoire et à l'architecture, le législateur s'est de surcroît assuré que des dispositions spécifiques soient prises afin que les municipalités puissent aussi intervenir. En vertu de la Loi, celles-ci peuvent, de leur propre initiative ou à la demande de citoyens, identifier et protéger des biens présentant un intérêt patrimonial à l'échelle locale ou régionale en procédant à la citation de monument historique ou en constituant un site du patrimoine. En Montérégie Est, 16 biens sont ainsi protégés par des citations attribuées par des municipalités.

Le schéma d'aménagement

En adoptant son schéma d'aménagement, chaque MRC énonce les orientations sur lesquelles se fondent la planification et l'utilisation de son territoire. Cet exercice permet de qualifier l'intérêt des différentes zones en fonction de critères historiques, culturels, esthétiques ou écologiques. Ce faisant, la MRC procède à un développement cohérent de son territoire et assure la mise en valeur de ses éléments récréo-touristiques ou patrimoniaux, contribuant de cette manière au développement d'un sentiment d'appartenance de la population à son milieu. Pour que le schéma d'aménagement produise les résultats attendus, il importe que le milieu y adhère, et que les municipalités concernées contribuent à son application.

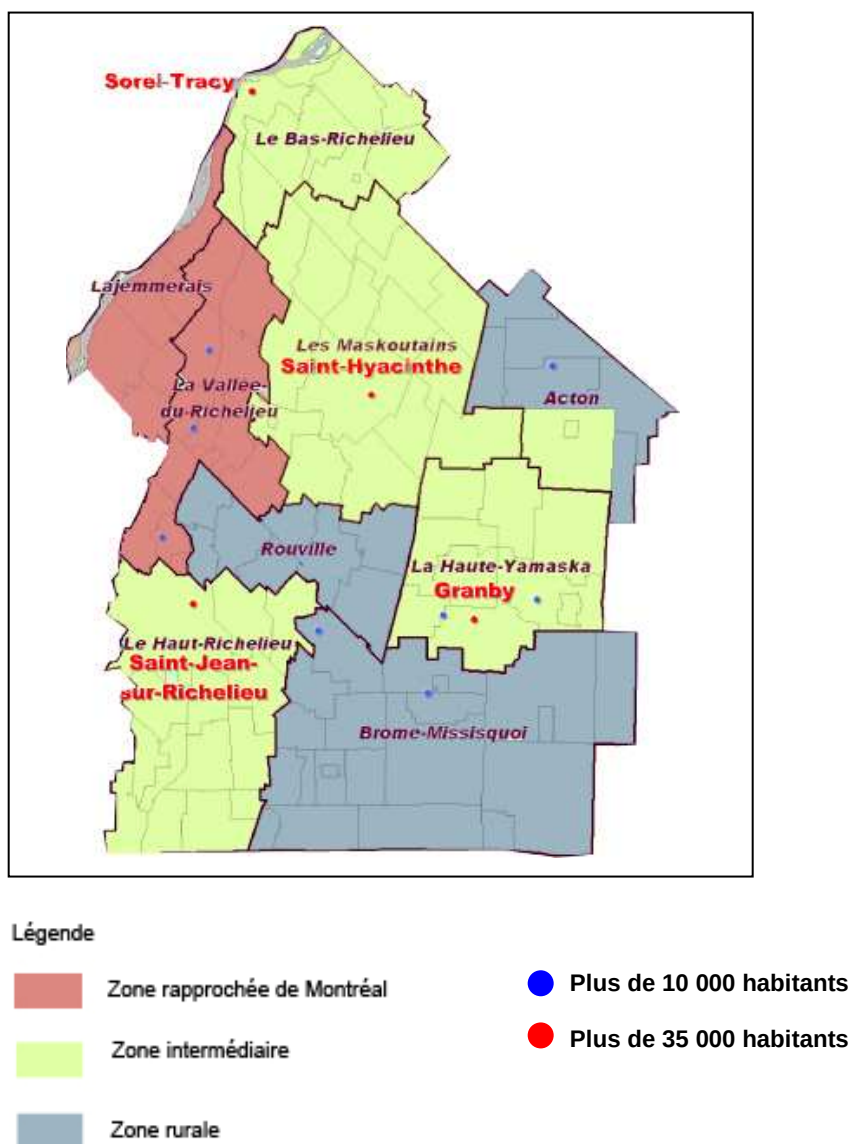
Le plan d'urbanisme

Au palier municipal, c'est par le plan d'urbanisme que sont identifiées les orientations s'appliquant à l'utilisation du territoire. En effet, le plan d'urbanisme d'une municipalité peut inclure des éléments couvrant l'ensemble de son développement, dont ceux relatifs au secteur culturel. De plus, la municipalité peut se doter d'un programme particulier d'urbanisme (PPU) qui permette d'énoncer des priorités relativement à la vocation à accorder à certains espaces ou encore de cibler des zones patrimoniales à protéger ou à restaurer. Deux outils réglementaires peuvent être utilisés : un plan d'implantation et d'intégration architectural (PIIA) et un plan d'aménagement d'ensemble (PAE). Le premier a pour but d'assurer l'intégration des éléments bâtis au paysage dans certaines zones, et le deuxième d'éviter le développement chaotique du milieu et de préserver certains ensembles.

1.5 Survol du paysage culturel²⁰

Avant de se livrer à une description de la réalité culturelle de la Montérégie Est en fonction d'une lecture disciplinaire, il apparaît pertinent d'effectuer d'abord un survol de son paysage culturel sur une base géographique. Pour ce faire, nous emprunterons la catégorisation établie par la CRÉ, à laquelle nous nous sommes déjà référés à la section 1.1. Le but du présent exercice n'est pas d'établir de comparaisons, mais bien d'identifier pour chaque MRC les éléments culturels les plus significatifs.

Carte 2 – Subdivisions territoriales



²⁰ Inspiré du découpage géopolitique de la CRÉ de la Montérégie Est, *Plan quinquennal de développement durable, La voie de la concertation en développement régional et durable*, octobre 2005, page 4.

La zone rapprochée de Montréal

Cette zone comprend les MRC de Lajemmerais et de La Vallée-du-Richelieu, dont la grande majorité des municipalités font partie du périmètre de la Communauté métropolitaine de Montréal. Il s'agit d'un territoire où la force gravitationnelle de la métropole s'exerce aussi sur le plan de la culture. La proximité de l'agglomération montréalaise fait en sorte que les résidents de cette zone rapprochée de Montréal peuvent répondre à l'offre culturelle du marché montréalais pour satisfaire leurs besoins culturels sans devoir se déplacer sur une longue distance. Conscients que l'essor culturel est un facteur qui contribue à la vitalité d'une communauté, les autorités de cette zone déploient des efforts pour se doter de leviers de développement culturel.

Tableau 6 – Leviers de développement culturel mis à profit dans la zone rapprochée de Montréal

	Politique culturelle	Entente de partenariat	Agent VVAP
MRC Lajemmerais	X		X
MRC La Vallée-du-Richelieu	X		
Beloeil	X		X
Chambly	X	2002-2007	X
Mont-Saint-Hilaire	X	2007-2010	X
Saint-Basile-le-Grand	X		X
Varenes	X		X

Le patrimoine bâti et l'histoire sont au nombre des caractéristiques culturelles les plus significatives de la zone. De fait, on peut parler d'un potentiel d'intérêt majeur, dont la valeur se situe bien souvent à l'échelle nationale, soit parce que ces éléments sont uniques ou encore parce qu'ils constituent, de façon exceptionnelle, des repères de notre histoire et de notre culture. L'origine de cette richesse s'explique simplement. À l'exception du Saint-Laurent, nul autre cours d'eau n'a eu autant d'importance dans notre histoire nationale que le Richelieu. Entre le fleuve et l'océan, la rivière Richelieu constitue l'un des trois tronçons d'une voie naturelle de circulation (les deux autres tronçons étant le lac Champlain et l'Hudson) traversant les Appalaches, et reliant le nord au sud. La rivière Richelieu a donc été, entre autres, le théâtre d'événements touchant l'Iroquoisie et la Nouvelle-France, des événements majeurs de notre histoire.

Bon nombre de noyaux villageois constituent des ensembles patrimoniaux d'un grand intérêt, en raison de l'ancienneté de leur développement et parce qu'ils comptent plusieurs bâtiments des XVIII^e ou XIX^e siècles; Varenes (l'Île Sainte-Thérèse recèle des artefacts témoins du début de la colonisation et de la présence amérindienne), Verchères (avec son ancien moulin et une chalouperie artisanale célèbre, toujours en activité), plusieurs villages de la vallée du Richelieu, occupés depuis plus de trois siècles (notamment Saint-Antoine, Saint-Denis, Saint-Charles et Saint-Marc) sont de bons exemples. Il faut aussi mentionner Calixa-Lavallée, où l'on retrouve le seul regroupement rural de ce type encore intact au Québec, avec une densité de maisons de pierre tout à fait unique.

Un patrimoine religieux exceptionnel est présent sur le territoire, avec plusieurs églises, chapelles ou calvaires, classés monuments historiques, ou considérés d'intérêt supérieur dans l'inventaire du patrimoine religieux.

On trouve également ici et là dans cette zone des lieux et des bâtiments où se sont écrites des pages de l'histoire du Québec, comme par exemple, la Maison nationale des patriotes, à Saint-Denis-sur-Richelieu.

Voilà une autre localité où l'histoire a laissé son empreinte : Chambly. La ville compte un fort et un canal historique; les deux sont désignés par le gouvernement fédéral comme lieu historique national et constituent des attractions touristiques importantes. Les préoccupations liées à la protection, à la conservation et à la promotion du patrimoine local sont véhiculées par la municipalité et par la Société d'histoire de la Seigneurie de Chambly. Par ailleurs, le cadre enchanteur de l'endroit attire naturellement de nombreux artistes dans cette municipalité, où se tiennent les événements Artistes

en direct et Symposium Artistes sur le champ. Le Parc des rapides, situé à proximité du Fort Chambly, présente des vestiges de la faste période d'industrialisation qui a marqué le développement de la municipalité.

Le mont Saint-Hilaire²¹ constitue un élément du paysage naturel et culturel marquant en Montérégie. Depuis longtemps, la montagne revêt une valeur de symbole pour la population établie dans la municipalité de Mont-Saint-Hilaire et aux alentours. Cet engouement trouve écho dans la présence de monuments historiques ou de bâtiments d'intérêt sur les plans de l'architecture et de l'histoire tels que le manoir Rouville-Campbell, la maison de Paul-Émile Borduas, la maison natale d'Ozias Leduc, et l'église Saint-Hilaire, où l'on retrouve les œuvres de celui-ci. Pareillement, plusieurs artisans professionnels des métiers d'art sont présents sur le territoire, et plusieurs institutions contribuent à la mise en valeur de l'art et de la culture : le Musée des Beaux-arts de Mont-Saint-Hilaire, la Maison des cultures amérindiennes, le Centre d'art Ozias-Leduc, la Galerie d'art contemporain ainsi que la Maison Paul-Émile Borduas.

Arts Station est un lieu de diffusion des arts de la scène qui offre une place aux talents de la relève et le Cercle littéraire Françoise-Loranger est également établi à Mont-Saint-Hilaire. On trouve à proximité un musée dédié aux enfants et à la famille, Muséobus, à Otterburn Park et, à Beloeil, l'organisme Arrière Scène offre une programmation et des activités d'animation en art théâtral, aussi à l'intention de la clientèle jeunesse. De plus, la zone rapprochée de Montréal compte un diffuseur pluridisciplinaire majeur, soit les Diffusions de la Coulisse, également établis à Beloeil; l'organisme présente des spectacles de la relève, des spectacles étrangers ainsi que des artistes de grandes tournées. Enfin, cette zone compte un organisme très actif dans la reconnaissance du travail des artistes et des organismes culturels, la Table culturelle de la Vallée-du-Richelieu.

La zone intermédiaire

Le développement de cette zone se caractérise par l'existence de quatre villes de taille imposante au sein de leur MRC respective : Saint-Hyacinthe, Sorel-Tracy, Saint-Jean-sur-Richelieu et Granby. Sur le plan culturel, chacune d'elles compte un éventail de ressources culturelles qui lui permet de jouer un rôle significatif. En outre, chacune profite de la présence d'un diffuseur pluridisciplinaire en arts de la scène, dont le dynamisme contribue à la diversité de l'offre culturelle avec des spectacles et des activités pour différents publics. Chacune de ces municipalités disposent également d'organismes culturels et d'événements d'importance.

Tableau 7 – Leviers de développement culturel mis à profit dans la zone intermédiaire

	Politique culturelle	Entente de partenariat	Agent VVAP
MRC des Maskoutains	Politique en patrimoine		X
MRC du Haut-Richelieu	X		
Saint-Hyacinthe	X		
Sorel-Tracy	X		
Saint-Jean-sur-Richelieu	X		X
Granby	En préparation		

Chef-lieu de la fabrique d'orgues dès 1879, à l'instigation de la famille Casavant, Saint-Hyacinthe continue encore aujourd'hui de jouer un rôle de premier plan au regard du dynamisme culturel de la Montérégie Est. L'inauguration récente d'un équipement majeur dans le domaine des arts de la scène, le Centre des arts Juliette-Lassonde; la présence du centre d'exposition Expression, au cœur de son centre-ville; la publication du Courrier de Saint-Hyacinthe, le plus ancien hebdomadaire francophone du Québec; l'héritage culturel légué par les communautés religieuses qui ont œuvré en éducation; les églises, les couvents, le Séminaire et la cathédrale sont autant de richesses patrimoniales et culturelles qui font la renommée de Saint-Hyacinthe. Partenaire du développement culturel, la Ville de Saint-Hyacinthe fait preuve de leadership depuis près de 15 ans. En effet, elle a

²¹ L'UNESCO reconnaît la montagne comme la « Première réserve de la biosphère au Canada ».

procédé à l'adoption d'une politique culturelle et à la création d'un Conseil de la culture, lequel a pour rôle de promouvoir la culture et d'apporter un soutien financier à des initiatives du milieu.

La municipalité de Sorel-Tracy, point d'entrée sur la rivière Richelieu, jouera un rôle économique et militaire majeur dans l'histoire régionale. La fondation du bourg de Sorel, en 1642, sera suivie d'un développement important, en raison d'un emplacement stratégique. On peut aussi mentionner l'établissement de Loyalistes, à partir de 1781. En fait, Sorel est la première mission anglicane fondée dans tout le Canada. La ville garde encore aujourd'hui des traces importantes de l'influence anglaise dans le tracé et le nom des rues, dans l'architecture de certains bâtiments, etc. Son port sera considérable au début du 19^e siècle, puisqu'il est le terminus de la liaison maritime avec le lac Champlain et le marché américain. On retrouve également une industrialisation intensive avec de nombreux chantiers de construction navale, et ce, à partir de 1820 environ. Cette industrie lourde amène dans son sillage différents complexes métallurgiques.

En termes de culture, cette municipalité cumule un nombre important de lieux de diffusion des arts et d'organismes qui animent la vie culturelle. Parmi ceux-ci, Azimut diffusion, un diffuseur pluridisciplinaire en arts de la scène, accorde une place importante aux spectacles de chansons ainsi qu'aux spectacles s'adressant à un jeune public. La Galerie Horizon, quant à elle, favorise la diffusion et l'accessibilité des arts visuels auprès du grand public par la présentation d'expositions. La municipalité supporte le Centre d'interprétation du patrimoine de Sorel (CIPS), qui, en Montérégie Est, se distingue par sa mission qui consiste à mettre en valeur à la fois le patrimoine naturel du lac Saint-Pierre²² et l'histoire de Sorel. Plusieurs artefacts du site archéologique Mandeville, lieu marquant de la vie domestique des Iroquoiens du Saint-Laurent, y sont présentés. Un événement populaire se tient chaque année dans cette municipalité, le Festival de la Gibelotte, à l'occasion duquel plusieurs spectacles sont présentés en plein air.

S'étendant aujourd'hui sur les deux rives de la rivière Richelieu, Saint-Jean-sur-Richelieu se trouve elle aussi bien ancrée dans l'histoire, compte tenu de son passé militaire et, comme Sorel, de son emplacement stratégique. La municipalité a été baptisée en référence au Fort Saint-Jean, construit en 1666. L'importance du rôle de celui-ci est surtout associée à la guerre de l'Indépendance américaine. Au milieu du 19^e siècle, la municipalité connaît un essor sans précédent, devenant par le fait même l'un des chefs-lieux du commerce entre les États-Unis et le Canada.

À l'instar des villes sœurs de la zone intermédiaire, cette municipalité dispose d'atouts lui permettant de se positionner au rang des pôles culturels de la Montérégie Est. La ville est impliquée dans le développement culturel de son territoire; elle s'est dotée d'une politique culturelle; elle a procédé à l'embauche d'un agent culturel (programme VVAP) et a contribué à la construction d'une nouvelle salle de spectacle : le Théâtre des Deux-Rives. La gestion de cet équipement est confiée à la Société pour la promotion d'événements culturels du Haut-Richelieu (SPEC). La SPEC est un diffuseur majeur, qui gère deux salles de spectacles complémentaires et performantes où sont offerts des spectacles variés et de qualité.

On retrouve également à Saint-Jean-sur-Richelieu un centre d'artistes autogéré, Action Art Actuel, qui assure la diffusion et la promotion de l'art actuel. Pour sa part, la coopérative Arto est active dans le domaine des arts visuels, de la littérature, de la musique, du théâtre et des métiers d'art. L'un de ses objectifs est d'assurer la promotion des artistes membres et de leurs œuvres.

Le Musée du Haut-Richelieu est un lieu important pour les amateurs d'histoire et d'art. Comportant un volet culturel consistant, l'International de montgolfières est un événement touristique montréalais d'envergure où les arts de la scène et les arts visuels sont mis en valeur. Autre occasion pour diffuser les arts visuels, la Rencontre des arts, qui se tient à l'automne, donne lieu à un important rassemblement de sculpteurs et de peintres.

Autre pôle de cette zone sur le plan culturel, Granby s'illustre d'abord et avant tout par son Festival international de la chanson, le plus important concours de la chanson française au Québec, qui se tient depuis 1969. L'événement a aussi permis l'établissement de l'École nationale de formation des auteurs-compositeurs-interprètes, en partenariat avec le Cégep de Granby – Haute-Yamaska. Autre

²² L'UNESCO, en 2000, reconnaît le lac Saint-Pierre comme réserve de la biosphère.

partenaire en arts de la scène, le Palace de Granby est un diffuseur pluridisciplinaire majeur, associé au Festival des arts de la scène ainsi qu'au Festival International de la chanson de Granby.

Les arts visuels sont un autre domaine dynamique à Granby, en raison des organismes qui y œuvrent et des événements qui s'y tiennent : Le 3^e Impérial, Centre d'essai en art actuel; le Centre d'exposition en arts visuels Boréart et l'Expo art. Le mobilier urbain de la municipalité comporte des sculptures, des fontaines et des murales, démontrant la valeur historique et artistique que Granby accorde à l'art public. Outre le Festival de la chanson, d'autres événements se tiennent dans cette portion de la Montérégie, dont le Festival des arts de la scène et le Salon de la Société Canadienne de l'aquarelle.

D'autres organismes culturels sont implantés dans cette zone tels la Maison de la culture de Waterloo, qui diffuse dans une ancienne église anglicane des spectacles de musique, de chanson et d'humour.

La zone rurale

Cette zone essentiellement rurale regroupe les MRC d'Acton, de Rouville²³ et de Brome-Missisquoi. Elles sont les moins peuplées de la Montérégie Est.

Tableau 8 – Leviers de développement culturel mis à profit dans la zone rurale

	Politique culturelle	Entente de partenariat	Agent VVAP
MRC de Brome-Missisquoi (2)	X	2004-2007	X
Cowansville	X		X
Sutton	X		
Bromont	X		X ²⁴

Parfois appelée la région des vignobles, la MRC de Brome-Missisquoi se démarque sur le plan culturel pour s'être dotée d'une politique culturelle en 2001, avoir conclu deux ententes de développement culturel, avoir procédé à l'embauche d'un agent de développement culturel (programme VVAP) et avoir mis sur pied un fonds culturel, le seul en Montérégie Est. Ce fonds culturel assure la mise en œuvre de la politique culturelle et se veut aussi un mode de financement complémentaire aux programmes déjà offerts.

Les paysages autant que la beauté des noyaux villageois sont un héritage significatif pour la MRC, et les intervenants locaux cherchent à mettre en valeur ce potentiel. À titre d'exemple, six municipalités sont identifiées comme étant des villages pittoresques,²⁵ c'est-à-dire pourvus d'un paysage et d'un patrimoine architectural remarquables : le hameau de Mystic (Saint-Ignace-de-Stanbridge), Stanbridge-East, Pigeon Hill (Saint-Armand), Knowlton (Lac-Brome), Frelighsburg et son hameau, et Hunters Mills. Dans le hameau de Mystic, notamment, on retrouve la grange Walbridge, construite en bois selon un plan dodécagonal. Érigé en 1882, le bâtiment, qui s'est mérité en 2004 un statut de classement en vertu de la Loi sur les biens culturels, constitue un lieu emblématique de la MRC et même une image servant à illustrer la Montérégie Est sur le plan touristique.

On relève plusieurs initiatives vouées à la mise en valeur du potentiel récréo-touristique dans cette zone. Par exemple, deux circuits, la Tournée des 20 et le Tour des arts et un événement d'envergure sur la céramique, CeraMystic, s'y déroulent chaque année dans le but de faire connaître les artistes et artisans. La mise en œuvre progressive d'une nouvelle route touristique officielle, soit le Chemin des Cantons, aura certainement un effet positif sur la mise en valeur du patrimoine de ce secteur qui a été particulièrement marqué par l'implantation des immigrants loyalistes et d'autres provenant d'Angleterre et d'Écosse au cours du XIX^e siècle. Cowansville est la principale ville de la MRC et elle recèle un patrimoine architectural remarquable. Le long de la vallée

²³ Deux municipalités de la MRC de Rouville font partie de la CMM : Richelieu et Saint-Mathias-sur-Richelieu.

²⁴ La ville de Bromont compte sur les services d'un agent culturel sans être membre du réseau VVAP.

²⁵ LAFRAMBOISE, Yves (1996), *Villages pittoresques du Québec. Guide de charmes et d'attraites*, Les Éditions de l'Homme, 349 pages.

de la Rivière-aux-Brochets persistent les traces d'une présence amérindienne remontant à plus de 5000 ans. Ce patrimoine archéologique exceptionnel est observable dans près d'une vingtaine de sites.

On y retrouve aussi un diffuseur pluridisciplinaire, Sur la scène Davignon, qui diffuse, entre autres, des spectacles intimistes dans une église à caractère patrimonial. Un réseau a vu le jour sur le territoire de la MRC au début de l'année 2007, les Carrefours culturels. Ces carrefours sont dédiés à la pratique et à la diffusion artistique, leur objectif étant de favoriser l'animation culturelle des municipalités ainsi que d'accroître l'accessibilité à la diffusion culturelle.

Les MRC d'Acton et de Rouville possèdent elles aussi un caractère rural. Sur le territoire de la MRC d'Acton et plus particulièrement à Upton, se trouve le Théâtre de la Dame-de-Cœur, un lieu de création, de diffusion et de formation unique au Québec, qui fait appel à des marionnettes géantes dans un contexte théâtral. La réputation internationale de cette institution est de plus en plus remarquable. Plusieurs autres lieux favorisent la diffusion des arts, comme la Station d'art de la vieille gare, située dans la municipalité d'Acton. L'exploitation agricole est l'activité économique dominante dans la MRC de Rouville, où on dénombre une grande concentration de pomiculteurs. Rougemont est, en quelque sorte, le chef-lieu de cette culture au cœur de la route des cidres et, tout près, à Saint-Michel-de-Rougemont, il y a un Centre d'interprétation de la pomme du Québec. De plus, c'est à cet endroit qu'est situé le théâtre d'été de Rougemont. Le caractère champêtre du territoire est encore ici rehaussé par quelques ensembles patrimoniaux; ce patrimoine est présent dans l'architecture religieuse de cette zone, et dans plusieurs villages, dont Saint-Césaire. Enfin plusieurs chemins ou rangs sont parmi les plus beaux au Québec. Par exemple, le rang de la Petite Caroline, à Rougemont, et le rang de la Montagne, à Saint-Paul d'Abbotsford, où on retrouve un site historique classé comportant plusieurs bâtiments religieux protestants.

1.6 Pistes de réflexion

Territoire vaste et diversifié, les milieux urbains côtoyant les milieux ruraux, la Montérégie Est est confrontée à plusieurs défis afin d'assurer son épanouissement culturel. Nombre d'atouts caractérisent son paysage culturel tels que la richesse du patrimoine sous toutes ses formes, la présence d'acteurs concertés et de municipalités impliquées. L'élaboration d'une vision de la culture à l'échelle territoriale semble un aspect important pour assurer la pérennité des arts et de la culture comme vecteur d'une identité territoriale. Dans le but de guider la réflexion sur le développement culturel du territoire, des éléments choisis seront maintenant mis en perspective, à partir desquels des enjeux du développement culturel seront proposés, et ce, en fonction de la réalité territoriale.

Sentiment d'appartenance

Forces

- Le poids démographique, la superficie du territoire et la multitude de pôles d'importance font de la Montérégie Est l'un des territoires les plus imposants au Québec.
- Le territoire compte 43 % de la population totale de la Montérégie, 64 % de la superficie totale de la région ainsi que 60 % des municipalités dénombrées sur le territoire régional.
- Le positionnement géographique au carrefour de marchés d'envergure.

Faiblesses

- Le morcellement du territoire en plusieurs poches identitaires sous-régionales et même locales.
- Le ralliement des forces vives du milieu culturel est une tâche complexe.

Enjeu

- L'émergence d'un sentiment d'appartenance spécifique et d'une solidarité des acteurs au territoire de la Montérégie Est.

Accessibilité de la culture

Forces

- La diversité des modes de vie et des pratiques culturelles entre les zones rurales et urbaines.
- Les richesses culturelles abondantes sur le territoire.
- La diffusion de la culture sur l'ensemble du territoire par la présence d'un réseau de bibliothèques et de nombreux diffuseurs en arts de la scène.

Faiblesses

- La disparité de l'offre culturelle d'une localité à l'autre.
- La mise en valeur de certains éléments est en deçà de leur potentiel.

Enjeu

- Accessibilité de la culture sur l'ensemble du territoire.

Richesses patrimoniales

Forces

- Les patrimoines architectural, archéologique, religieux, naturel et agricole constituent des éléments importants du territoire.
- La présence de plusieurs populations et, surtout, de la rivière Richelieu ont marqué la richesse historique du milieu.

Faiblesses

- Plusieurs éléments patrimoniaux du territoire demeurent méconnus de la population.
- Le patrimoine archéologique ne bénéficie pas d'un traitement proportionnel à sa valeur.

Enjeu

- La mise en valeur et le positionnement des richesses patrimoniales dans l'offre culturelle du territoire.

Concertation des partenaires

Forces

- La bonne collaboration des organismes et des intervenants du milieu en faveur du développement culturel du territoire.
- Le réseautage sur une base disciplinaire qui permet la réalisation d'initiatives avantageuses.

Faiblesse

- La dynamique de concertation s'établissant généralement sur une base régionale, les délimitations territoriales administratives engendrent parfois des difficultés.

Enjeu

- La concertation des acteurs et des partenaires afin de favoriser l'éclosion d'une dynamique culturelle à l'échelle du territoire.

Vision concertée du développement culturel

Forces

- Le dynamisme découlant de la création d'un nouveau territoire et d'une nouvelle instance.
- L'implication des acteurs et instances en faveur du développement culturel.

Faiblesse

- La difficulté d'adaptation au nouveau contexte territorial et de mise en œuvre de nouvelles façons de faire.

Enjeu

- L'adoption d'une vision en culture permettant d'articuler des stratégies pour le développement des arts et la mise en valeur du patrimoine sur le territoire.

Contribution des municipalités au développement culturel

Forces

- La disponibilité de lieux culturels de proximité telles les bibliothèques.
- Les moyens permettant de favoriser la conservation de monuments ou de sites d'intérêt.
- Les ressources financières consacrées à la restauration du patrimoine architectural de leur milieu.
- 60 % de la population habite une municipalité s'étant dotée d'une politique culturelle.
- L'embauche d'agents de développement culturel (programme VVAP)

Faiblesse

- L'engagement inégal d'une municipalité à l'autre.

Enjeu

- La contribution des municipalités à l'essor culturel de leur milieu, sur le plan des politiques, du soutien financier ou de l'apport en services.

Les différentes sections contenues dans cette première partie renferment les éléments permettant de bien saisir le contexte général qui prévaut sur le territoire de la Montérégie Est. Elles permettent de cerner les acteurs et les outils du développement culturel, et de réaliser un premier tour d'horizon du portrait culturel du territoire. Le lecteur dispose ainsi d'une connaissance qui facilitera sa compréhension de la dynamique des champs disciplinaires et des secteurs connexes qui seront abordés dans la partie 2.

Partie 2

Présentation des principaux secteurs culturels

Dans les pages qui suivent, chacun des secteurs culturels significatifs de la CRÉ Montérégie Est fera l'objet d'une présentation qui permettra d'identifier leurs principales caractéristiques, regroupées en quatre blocs distincts.

- Le premier bloc fera état des principaux éléments du secteur regroupés en fonction de quelques rubriques, et une attention particulière sera apportée à la présentation des ressources culturelles les plus significatives. L'exercice se veut le plus complet possible, mais la quantité d'informations amène parfois à privilégier certaines données et à adopter un style succinct.
- Le deuxième bloc expose la contribution ou encore l'implication des organismes et des partenaires œuvrant dans le secteur. L'apport de l'Entente spécifique régionale en culture est ici évoqué de façon distincte, lorsqu'il y a lieu.
- Le troisième bloc contient quelques grands constats qui permettent de cerner les principaux points de repère du secteur. Cette section renferme aussi des données statistiques qui permettent de comparer le positionnement du territoire par rapport aux autres territoires de même catégorie, ou encore par rapport à la moyenne du Québec, au regard d'une situation ou d'un comportement culturel de la population.
- Le quatrième bloc propose des pistes de réflexion sous forme de forces, de faiblesses et d'enjeux spécifiques au développement du secteur culturel visé.

Voici les 10 secteurs qui feront l'objet d'une analyse dans les pages suivantes :

1. Arts visuels et art public
2. Métiers d'art
3. Arts de la scène
4. Lettres et bibliothèques
5. Histoire et patrimoine
6. Muséologie
7. Disque, cinéma et audiovisuel
8. Formation, éducation et culture
9. Communications
10. Tourisme culturel
11. Loisirs culturels

Secteur 1 : Arts visuels et art public

DESCRIPTION DU SECTEUR

Création

- 211 artistes professionnels répertoriés, dont 45 membres du Regroupement des artistes en arts visuels du Québec (RAAV).
- Une vingtaine d'artistes sont inscrits au répertoire de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement (PIAAE « loi du 1% ») et 139 œuvres d'art situées dans des édifices publics ont été réalisées dans le cadre de cette politique, depuis 1961.
- Le territoire compte 2 centres d'artistes en arts visuels : Le 3^e Impérial, centre d'essai en art actuel (Granby) et Action Art Actuel, centre d'artiste autogéré (Saint-Jean-sur-Richelieu).

Diffusion

- 3 institutions muséales contribuent à la diffusion des arts visuels :
 - Expression, centre d'exposition de Saint-Hyacinthe;
 - Musée d'art de Mont-Saint-Hilaire;
 - Musée du Haut-Richelieu de Saint-Jean-sur-Richelieu.
- 7 galeries commerciales : Art Jonction (Sutton), Centre d'art Ozias-Leduc (Mont-Saint-Hilaire), Galerie d'art les 3D (Saint-Hyacinthe), Galerie du Presbytère (Sainte-Anne-de-Sorel), Galerie Vanier (Beloeil), Les Imagiers (Cowansville) et Galerie des arts Maison Richelieu (Saint-Marc-sur-Richelieu).
- Diverses initiatives de diffusion menées sur une base ponctuelle dans les centres culturels, les bibliothèques municipales et certains lieux publics et privés (exemple : les vignobles).

Événements

De nombreux événements et expositions en arts visuels mettent en valeur des artistes professionnels ou amateurs :

- Le projet Orange, événement d'art contemporain à Saint-Hyacinthe (Expression);
- Une dizaine de symposiums, dont ceux de Sainte-Julie, Granby, Saint-Basile-le-Grand, Varenne, Frelighsburg, Bromont, Saint-Jean-sur-Richelieu et Acton;
- *Rencontre des arts*, rassemblement de sculpteurs et de peintres, l'événement se déroule à l'automne (Saint-Jean-sur-Richelieu);
- *Festiv'Art*, galerie d'art en plein air se tient en septembre, depuis 11 ans (Frelighsburg);
- *Artistes en direct* et *Symposium Artistes sur le champ* (Chambly);
- Circuits d'ateliers :
 - Tournée des 20 : visite d'ateliers sur le parcours des vignobles (MRC de Brome-Missisquoi);
 - Tour des arts (MRC de Brome-Missisquoi);
 - Sentiers des Ateliers (Chambly);
 - Parcours des arts (MRC de La Vallée-du-Richelieu);
 - Fugue en art majeur (Mont-Saint-Hilaire).

Regroupements / associations / organismes

- 14 organismes en arts visuels.

Données sur les pratiques culturelles

- 22 % de la population fréquente les musées d'art et 29 % fréquente les galeries d'art (2004).

CONTRIBUTION / IMPLICATION DES PARTENAIRES

Gouvernement du Québec

- 1 % du budget de construction des édifices publics et parapublics est consacré à l'intégration d'œuvres d'art (PIAAE).

MCCCCF

- Chargé de l'application de la PIAAE.
- Réalisation d'un inventaire ayant permis de documenter l'état de 43 œuvres du PIAAE (2006), dans une perspective de mise en valeur.

CONTRIBUTION / IMPLICATION DES PARTENAIRES (SUITE)

Entente spécifique régionale en culture

- Soutien de 30 000 \$ (2002) pour la tenue de l'événement Orange du centre Expression, additionné en 2005 d'un soutien de 15 000 \$ pour la publication d'un catalogue relié à l'événement. Ce catalogue a valu à l'institution l'obtention d'un prix de la SMQ en 2006.

CALQ

- Plus de 60 000 \$ par année est attribué en bourses à des artistes du territoire. Entre 2001 et 2006, 28 artistes des arts visuels ainsi que de l'architecture ont bénéficié d'une bourse.

CAC

- Entre 2001 et 2006, soutien à 2 organismes (Expression et 3^e Impérial se séparent 100 000 \$ par année) et subventions à 8 artistes (en moyenne 30 000 \$ par an).

Municipalités

- Certaines municipalités contribuent au développement des arts visuels en commandant des œuvres d'art intégrées au paysage urbain ou en gérant une collection d'œuvres d'art. Certaines de ces collections comprennent des œuvres d'artistes reconnus.
- Certaines municipalités soutiennent une galerie d'art ou un centre culturel où sont généralement exposées des œuvres d'artistes locaux.
- Plusieurs municipalités offrent des cours et des activités aux artistes amateurs.

Initiatives montréalaises générant des retombées sur le territoire

- Réalisation d'un portrait du secteur et évaluation des besoins en formation par le CMCC (2005).

ÉLÉMENTS D'ANALYSE

- Sur le territoire, depuis 1999, le taux de fréquentation des musées d'art est pratiquement demeuré stable (de **23 % à 22 %**) et s'établissait en 2004 en deçà des taux observés dans les autres zones (VHSL 30 %; Longueuil 33 %; Laurentides 25 %; la moyenne québécoise 33 %).
- Bien qu'elle ait connu une progression significative depuis 1999 (**14 % à 29 %** en 2004), la fréquentation des galeries d'art demeure moindre que celle de Longueuil (37 %) et de la moyenne du Québec (33 %), mais sensiblement la même que dans la VHSL (29 %) et les Laurentides (31 %).
- Le nombre d'artistes inscrits au fichier de la PIAAE (**19**) et le nombre de boursiers en arts visuels et en métiers d'art (**13**) sont supérieurs aux observations faites dans la VHSL (5 et 2) et à Longueuil (10 et 7), mais inférieurs aux moyennes québécoises (25 et 77).

PISTES DE RÉFLEXION

Forces

- Nombre significatif d'artistes et de diffuseurs sur le territoire.
- Présence d'événements qui dynamisent ce secteur artistique.
- Participation des artistes à diverses tribunes de diffusion visant le grand public.
- Présence de centres d'avant-garde tels qu'Expression, Le 3^e Impérial et Action Art Actuel.
- Présence du secteur au sein des organismes de concertation.

Faiblesse

- Faible fréquentation des lieux de diffusion des arts visuels malgré la présence de plusieurs institutions professionnelles.

Enjeux

- Création et diffusion des arts visuels et de l'art public.
- Promotion de l'offre en arts visuels auprès de la population du territoire.
- Sensibilisation et éducation de la population en ce qui a trait aux arts visuels.
- Intégration du secteur dans une offre culturelle.

Secteur 2 : Métiers d'art

DESCRIPTION DU SECTEUR

Création

- 125 artisans professionnels répertoriés, dont 75 membres du Conseil des métiers d'art du Québec (CMAQ).
- Présence d'un écomusée, Porcelaine Bousquet, à Saint-Jean-Baptiste.

Diffusion

- 2 galeries spécialisées en métiers d'art :
 - Galerie artisanale Farfelu (Sutton);
 - Au salon des métiers d'Emma (Chambly);
- La boutique du Musée du Haut-Richelieu (Saint-Jean-sur-Richelieu).
- Existence d'une dizaine de salons des métiers d'art.
- Plusieurs ateliers d'artisans sont ouverts au public.

Événements

- CeraMystic est un événement de céramique contemporaine qui se tient à Mystic (Saint-Ignace-de-Stanbridge) en période estivale, depuis 2003.
- Circuit d'ateliers d'artistes, Fugue en art majeur, comprend une portion importante d'artistes en métiers d'art (Mont-Saint-Hilaire, Otterburn Park, Saint-Jean-Baptiste et Sainte-Madeleine).
- Place des artisans est une exposition des métiers d'art qui réunit 50 artisans (Verchères).

Regroupements / associations / organismes

- Un regroupement coopératif réunit des artisans et des artistes, l'ARC (Artisans et artistes en réseau coopératif de Brome-Missisquoi), dont le mandat est la commercialisation des œuvres.
- L'Association des artisans du Bas-Richelieu regroupe des artisans professionnels et amateur.
- L'Association art en soi de Beloeil regroupe des artisans professionnels et semi-professionnels.

Données sur les pratiques culturelles

- 23 % de la population fréquente des salons des métiers d'art (2004).

CONTRIBUTION / IMPLICATION DES PARTENAIRES

Entente spécifique régionale en culture

- Subvention de plus de 13 000 \$ à ARC Brome-Missisquoi, en 2003, pour l'élargissement et la diversification de sa clientèle.

CALQ

- Attribution de 13 bourses, totalisant près de 130 000 \$, à des artisans du territoire, entre 2001 et 2006.

SODEC

- Octroi de soutien à 44 artistes et organismes, entre 2001 et 2006, pour plus de 80 000\$ par année.

Initiatives montréalaises générant des retombées sur le territoire

- L'événement Les Arts de la table (soutenu par le CMAQ), s'est tenu en 2005 (collaboration entre le CMCC et le Marché de chez nous) et visait à offrir une vitrine commerciale aux artisans montréalais spécialisés dans la création de pièces utilitaires et décoratives pour la table²⁶.
- Réalisation d'un Portrait des métiers d'art en Montérégie par le CMCC, avec le soutien financier du CMAQ (2003).
- Représentation de la Montérégie au Comité des régions du CMAQ par le CMCC.
- Projet de chaire en métiers d'art et design par l'Université du Québec au Complexe universitaire de Longueuil en Montérégie.

²⁶ Conseil montréalais de la culture et des communications, Rapport annuel 2005-2006, p.18.

ÉLÉMENTS D'ANALYSE

- Sur le territoire, le taux de fréquentation des salons de métiers d'art a augmenté, entre 1999 et 2004, (de **16 % à 23 %**) contrairement aux autres zones (VHSL, de 25 % à 17 %; Longueuil, de 26 % à 23 %, Laurentides, de 21 % à 17 %) alors que la moyenne québécoise est demeurée stable (de 21% à 22 %).
- Le nombre de producteurs en métiers d'art subventionnés est de **11** sur le territoire, presque égal au nombre observé dans les Laurentides (10), mais supérieur aux résultats obtenus dans les autres zones VHSL (4) et Longueuil (2), et positionne le territoire au 3^e rang québécois.
- Le nombre d'artisans en métiers d'art répertoriés sur le territoire est environ 4 fois supérieur à celui des autres zones de la Montérégie.
- Les artistes sont regroupés au sein d'une dizaine d'organismes, alors qu'on en retrouve un seul dans les autres territoires d'étude.

PISTES DE RÉFLEXION

Forces

- Présence d'un volume d'artistes qui permet au secteur des métiers d'art de contribuer à la vitalité culturelle du territoire.
- Dynamisme du réseau coopératif à l'œuvre dans la MRC de Brome-Missisquoi (ARC).
- Accroissement de l'intérêt de la population pour les métiers d'art.
- Présence du secteur au sein des organismes de concertation.

Faiblesse

- Malgré le nombre élevé d'artisans, on compte peu de lieux et de moyens de diffusion des œuvres.

Enjeu

- Disponibilité de lieux et mise en place d'événements pour la diffusion des créations des artisans.

Secteur 3 : Arts de la scène

DESCRIPTION DU SECTEUR

Création

- 1079 artistes membres de l'Union des artistes du Québec.
- 175 musiciens membres de la Guilde des musiciens du Québec.
- L'Arrière Scène, un centre d'art dramatique pour l'enfance et la jeunesse dédié à la recherche et à la création théâtrale (Beloeil).
- Le Théâtre de la Dame de Cœur, un lieu de création, de diffusion et de formation unique au Québec, qui fait appel à des marionnettes géantes dans un contexte théâtral (Upton).
- Arts Station et les Productions Tableaux Vivants de Mont-Saint-Hilaire, existent depuis les années 90 et ils ont pour mission la création, la diffusion et la production d'événements en arts de la scène.
- L'Ourson doré, de Sainte-Victoire-de-Sorel, est un théâtre de marionnettes pour un jeune public, qui œuvre depuis plus de 15 ans.

Diffusion

- 7 diffuseurs pluridisciplinaires soutenus par le MCCCCF :
 - Le Palace de Granby;
 - Les Diffusions de la Coulisserie Inc. (Beloeil);
 - La Société pour la promotion d'événements culturels du Haut-Richelieu (SPEC, St-Jean-sur-Richelieu);
 - Azimut diffusion Inc. (Sorel-Tracy);
 - La Société de diffusion de spectacles de Saint-Hyacinthe (SDS);
 - Le Comité de la culture de Cowansville (Sur la scène Davignon);
 - La Maison de la culture de Waterloo (Comité Waterlys inc.);
- Une dizaine de théâtres d'été, dont la Petite Scène, les théâtres de l'Écluse, de Marieville 2000, d'été de Saint-Ours, des Hirondelles Inc., du Lac-Brome, etc.
- 3 producteurs (Le Groupe Pro-Spec, d'Otterburn Park, Pierre Gravel International/PGI, de Granby; Les Productions de l'Ancien Presbytère, de Granby).

Événements

Festivals à thématique culturelle :

- Festival international de la chanson de Granby, le plus important concours de chansons francophone à se tenir au Québec depuis 1969.
- Festidanse dans le cadre du Festival de la Gibelotte de Sorel-Tracy, 4^e édition en 2006.
- Chants de Vieilles de Calixa-Lavallée : festival de musique et de danse traditionnelle se tenant en septembre.
- Festival Musique en vue, de Cowansville, se déroulant en juillet, 15^e édition en 2006.

Autres événements d'envergure comportant un volet culturel :

- L'International de montgolfières de St-Jean-sur-Richelieu offrant des spectacles en plein air depuis 1984.
- L'Exposition agricole de Saint-Hyacinthe, festival familial qui se tient en juillet, depuis 170 ans.

Regroupements / associations / organismes

- 30 organismes et diffuseurs en arts de la scène.
- Réseau Scènes est un organisme qui contribue activement au développement des arts de la scène. Il rassemble 19 diffuseurs de la grande région métropolitaine, dont 4 sur le territoire. Deux autres diffuseurs se sont associés à Réseau Centre en raison de leur proximité avec les Cantons-de-l'Est et un dernier fait partie de Diffusion Inter-Centres.

DESCRIPTION DU SECTEUR (SUITE)

Données sur les pratiques culturelles

- 35 % de la population fréquente des spectacles institutionnels professionnels, et 39 % fréquente des spectacles de variétés professionnels (2004).
- 61 % de la population fréquente des spectacles professionnels (1999), et 37 % des spectacles amateur (2004).
- 70 % de la population souhaite voir plus de spectacles (1999).
- Plus des trois quarts de la population jugent facilement accessibles les salles de spectacle (81 % en 2004).

CONTRIBUTION / IMPLICATION DES PARTENAIRES

MCCCF

- Les 7 diffuseurs reconnus se sont partagé des subventions de plus de 400 000 \$, en 2005-2006.
- Investissement dans la construction de deux équipements majeurs en arts de la scène, soit le Centre des arts Juliette-Lassonde, à Saint-Hyacinthe (plus de 3 M \$ en 2002) et le Théâtre des Deux Rives, à Saint-Jean-sur-Richelieu (près de 4 M \$ en 2004).

Entente spécifique régionale en culture

- Soutien à des projets structurants en production et en diffusion de spectacles, au Théâtre de la Dame de Cœur²⁷, à la Société de diffusion de Saint-Hyacinthe et aux Productions Tableaux Vivants (Arts Station), pour un montant total de 60 000 \$ (2004 à 2006).

CALQ

- 6 bourses versées en arts de la scène²⁸ entre 2001 et 2006, pour un montant de près de 50 000 \$.
- Entre 2001 et 2006, octroi d'un peu plus de 500 000 \$ en subventions annuellement auprès de 49 organismes.

SODEC

- Soutien versé pour la production de certains spectacles de variétés (voir la fiche Disque, cinéma et arts médiatiques)²⁹. Le Festival de la chanson de Granby reçoit annuellement 120 000 \$.

CAC

- Entre 2001 et 2006, soutien à 9 organisations théâtrales (en moyenne 103 000 \$ par année) et soutien à la promotion de la diffusion pour 6 organismes (en moyenne 42 000 \$ par année).
- Entre 2004 et 2006, 1 chorégraphe a reçu une aide financière (près de 100 000 \$).

Municipalités et MRC

- Les municipalités de Saint-Hyacinthe et de Saint-Jean-sur-Richelieu ont contribué au financement des projets de construction des salles de spectacles (aussi contribution du milieu et des gouv. du Québec et du Canada).
- La MRC de Brome-Missisquoi, dans le cadre d'une entente avec le MCCCF, a soutenu le développement d'un réseau de carrefours culturels, des lieux de diffusion et de pratique en culture.

Initiatives montréalaises générant des retombées sur le territoire

- Réalisation d'un Portrait des arts de la scène – Danse, théâtre et musique, par le CMCC (2004).
- Rayonnement de l'Orchestre symphonique de Longueuil, qui a pour mission de promouvoir l'excellence musicale en région et qui offre régulièrement des représentations en Montérégie Est.

²⁷ Positionnement de l'organisme sur les marchés internationaux des arts de la scène par la réalisation du projet Harmony.

²⁸ Comprenant les spectacles de théâtre, de danse, d'art multidisciplinaire et de cirque.

²⁹ Les subventions versées par la SODEC pour soutenir la production de disques et de spectacles de variétés sont comptabilisées ensemble. Pour faciliter la compréhension du présent diagnostic, elles sont présentées dans la fiche Disque, cinéma et arts médiatiques.

ÉLÉMENTS D'ANALYSE

- Le taux de fréquentation de spectacles institutionnels professionnels³⁰ a connu une hausse (de **26 % à 35 %**) entre 1999 et 2004 pour s'établir au niveau des autres territoires où la situation est demeurée stable, dans la VHSL (de 32 % à 32 %), les Laurentides (de 34 % à 35 %), la moyenne québécoise (de 35 % à 36 %) et une baisse a été enregistrée à Longueuil (de 41 % à 35 %).
- La fréquentation des spectacles de variétés professionnels³¹ a subi une baisse entre 1999 et 2004 sur le territoire (de **47 % à 39 %**) comme dans les autres zones (VHSL de 56 % à 49 %; de Longueuil 44 % à 26 %; Laurentides, de 51 % à 43 %; moyenne québécoise de 46 % à 41 %). La fréquentation de ce type de spectacles est légèrement inférieure sur le territoire qu'ailleurs (sauf dans la CRÉ de Longueuil).
- Le taux de fréquentation global de spectacles offerts par des professionnels (**61 %** en 1999) est généralement inférieur aux données observées dans les autres secteurs (VHSL 70 %, Longueuil 63 %, Laurentides 66 % et moyenne québécoise 64 %). Les gens font en moyenne **6** sorties par année.
- La fréquentation des spectacles amateur (**37 %** en 2004) est sensiblement la même que dans la VHSL (35 %) et la moyenne québécoise (35 %), mais supérieure à celle de Longueuil (29 %) et des Laurentides (33 %). Le nombre de spectacles amateur vus (**4**) est équivalent aux autres zones.
- La proportion de la population voyant des spectacles à Montréal a chuté entre 1999 et 2004 (de **64 % à 54 %**). En 2004, ce taux est inférieur aux autres zones (VHSL 72 %, Longueuil 71 %, Laurentides 59 %).
- **81 %** de la population du territoire juge accessibles les salles de spectacles; ceci est semblable aux autres territoires (VHSL 76 %, Longueuil 83 %, Laurentides 81 % et la moyenne québécoise, 81 %).
- Le nombre de boursiers en arts de la scène (**14**) est supérieur à celui de la VHSL (2), mais inférieur à ceux des Laurentides (16) et de Longueuil (19)³².
- Malgré la construction récente de salles de spectacles, d'importants besoins d'aménagement restent à combler, notamment à Sorel-Tracy et à Beloeil.

³⁰ Théâtre, danse, concerts classiques et opéra.

³¹ Rock, country, chanson, comédie musicale et humour.

³² Moyenne de 1999 à 2003.

PISTES DE RÉFLEXION

Forces

- Présence sur le territoire de plusieurs artistes, producteurs et diffuseurs, et événements en arts de la scène (7 diffuseurs pluridisciplinaires soutenus par le Ministère).
- Deux nouvelles salles comptent parmi les plus belles réalisées récemment au Québec.
- Rayonnement international d'institutions et d'événements majeurs (théâtre de la Dame de Cœur, Arrière Scène, La Coulisse, le Festival de Granby).
- Qualité, originalité et diversité de la programmation offerte au public par les diffuseurs de spectacles.
- Popularité et nombre important de théâtres d'été.
- Diffusion des spectacles émergents et de la relève dans plusieurs lieux.
- Tenue d'événements d'envergure qui offrent une programmation de spectacles en plein air.
- Présence du secteur au sein des organismes de concertation.

Faiblesses

- Quelques lieux de spectacles ne satisfont pas aux standards professionnels de diffusion.
- Difficultés en création et en diffusion ou avec la tenue d'événements en danse et en arts du cirque.
- L'attraction de l'offre montréalaise en arts de la scène sur le public du territoire, et une compétition importante entre diffuseurs privés et autres.
- Situation financière fragile pour plusieurs diffuseurs pluridisciplinaires en raison d'un marché difficile.

Enjeux

- Diffusion des arts de la scène par la diversification des lieux et l'amélioration de certains lieux existants.
- Maintien et consolidation des institutions se démarquant aux plans de la création ou de la diffusion.
- Sauvegarde des acquis en arts de la scène.
- Positionnement de la danse et du cirque dans l'offre de spectacles.

Secteur 4 : Lettres et bibliothèques

DESCRIPTION DU SECTEUR

Création

- 109 auteurs professionnels répertoriés, dont 41 sont membres de l'Union des écrivaines et des écrivains québécois (UNEQ).
- L'organisme les Porteuses d'Histoires, établi depuis 2000 à Saint-Alphonse-de-Granby, vise la promotion de la lecture auprès d'un jeune public.

Diffusion

- 64 bibliothèques publiques : 46 affiliées et 18 autonomes (5000 habitants et plus).
- 17 librairies agréées.
- 11 éditeurs agréés.
- Clubs littéraires : Cercle littéraire Françoise-Loranger (Mont-Saint-Hilaire), Atelier d'écriture (Chambly), Au fil des mots (Marieville), Club des belles lectures (Sorel-Tracy).

Événements

- Le Festival de la littérature de la Montérégie.
- La Semaine de la BD se déroule l'automne à la bibliothèque Gabrielle-Giroux-Bertrand à Cowansville.
- 6 bibliothèques participent à la Semaine des bibliothèques publiques se tenant à l'automne.

Regroupements / associations / organismes

- Le Réseau Biblio de la Montérégie (Centre régional de services aux bibliothèques publiques de la Montérégie, CRSBP) dessert les bibliothèques de moins de 5000 habitants et favorise l'accessibilité aux livres; 46 bibliothèques publiques en sont membres.
- Association des bibliothèques publiques de la Montérégie (17 membres).
- Association des auteurs de la Montérégie.

Données sur les pratiques culturelles

- 51 % de la population fréquente des bibliothèques, et 95 % juge qu'elles sont accessibles (2004).
- Près des trois quarts de la population fréquentent les librairies (73 % en 2004).

CONTRIBUTION / IMPLICATION DES PARTENAIRES

MCCCF

- Soutien au Réseau Biblio de la Montérégie pour environ 820 000 \$ par année.
- Subvention pour le développement des collections de 18 bibliothèques autonomes (1,3 M\$ en 2006).
- Investissement de plus de 2,9 M\$ depuis 2004 pour l'aménagement, l'agrandissement et la construction de bibliothèques.

MELS

- Le programme Éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés permet de soutenir les activités de lecture et d'écriture (MELS).

CALQ

- Soutien à la recherche, à la création ainsi qu'aux déplacements : 31 bourses attribuées à des écrivains entre 2001 et 2006, pour un montant de près de 230 000 \$.
- Subventions de plus de 20 000 \$ remises au cours de la même période à 2 organismes : Les Publications bénévoles des littératures de l'imaginaire du Québec et la Société du fantastique et de science-fiction Boréal.

SODEC

- Soutien à des maisons d'édition (environ 130 000 \$ versés annuellement entre 2001 et 2006).

CAC

- Entre 2001 et 2006, soutien à 7 personnes et 7 organismes œuvrant dans les domaines des lettres et de l'édition (en moyenne 113 000 \$ annuellement).

CONTRIBUTION / IMPLICATION DES PARTENAIRES (SUITE)

Municipalités

- Soutien au fonctionnement des bibliothèques pour près de 8 M \$ en 2004.
- Contribution au financement des projets de construction des bibliothèques évaluée à environ 50 %.

Initiatives montréalaises générant des retombées sur le territoire

- Soutien financier (17 300 \$), par le biais de l'entente spécifique pour la réalisation du projet L'heure du conte à l'intention des enfants fréquentant les bibliothèques du Réseau Biblio.
- Organisation du Festival de la littérature de la Montérégie et remise de prix dans les bibliothèques publiques de la Montérégie par l'Association des auteurs de la Montérégie.
- Réalisation d'un Portrait de la littérature en Montérégie (2005) par le CMCC.

ÉLÉMENTS D'ANALYSE

- Certaines bibliothèques nécessitent un réaménagement afin de permettre leur mise aux normes, notamment celles de Varennes, Saint-Hyacinthe (succursale Sainte-Rosalie) et Cowansville.
- Sur le territoire, entre 1999 et 2004, le taux de fréquentation des bibliothèques a augmenté (**41 % à 51 %**) pour se rapprocher de celui des autres territoires : la VHSL (45 % à 50 %), les Laurentides (47 % à 57 %), l'ensemble du Québec (45,7 % à 54,3 %) et Longueuil (58 % à 53 %).
- En 2004, **95 %** de la population juge les bibliothèques accessibles; les résultats sont sensiblement les mêmes dans les autres zones d'étude : VHSL 93 %, Longueuil 92 %, Laurentides 95 %, et l'ensemble du Québec 93 %.
- Le nombre moyen de prêts de livres par habitant (**5**) est inférieur aux moyennes de Longueuil (7) et des Laurentides (6), mais égal à la moyenne québécoise (5) et supérieur à la moyenne observée pour la VHSL (2).
- Le nombre de librairies agréées est plus élevé (**17**) sur le territoire que partout ailleurs (VHSL 2, Longueuil 8, Laurentides 10, et l'ensemble du Québec 12).
- La fréquentation des librairies a augmenté entre 1999 et 2004, passant de **60 % à 73 %**. Cette augmentation s'observe partout dans les autres zones d'étude (VHSL, 59 % à 74 %, Longueuil, 69 % à 73 %, Laurentides, 64 % à 67 %, moyenne québécoise, 62 % à 71 %).
- Le nombre moyen de boursiers en littérature (**5**) et d'éditeurs agréés (**10**) sur le territoire est équivalent à celui de Longueuil (6 et 11), mais supérieur à celui de la VHSL (1 et 2) et des Laurentides (3 et 6), la moyenne québécoise étant de 7 et 10.
- Le secteur de la littérature est également un des plus représentés parmi les secteurs disciplinaires présents sur le territoire, avec près du quart des artistes et organismes répertoriés³³.

PISTES DE RÉFLEXION

Forces

- Nombre élevé de points de service de bibliothèques et de librairies agréées.
- Plusieurs regroupements et associations contribuent au positionnement du domaine de la littérature.
- Présence de nombreux événements favorisant le dynamisme du secteur de la lecture.
- Fréquentation significative des bibliothèques et satisfaction élevée au regard de leur accessibilité.
- Présence du secteur au sein des organismes de concertation.

Faiblesse

- Conditions physiques inadéquates de certaines bibliothèques.

Enjeux

- Diffusion des auteurs locaux.
- Mise aux normes des bibliothèques.
- Maintien des investissements dans le réseau des bibliothèques publiques du territoire (développement des collections).
- Accessibilité par la mise en réseau (technique et informatique) avec la BANQ.

³³ Conseil montréalais de la culture et des communications, 2006.

Secteur 5 : Histoire et patrimoine

DESCRIPTION DU SECTEUR

Patrimoine

- Mesures de protection du patrimoine matériel :
 - 71 biens sont protégés en vertu de la Loi sur les biens culturels (55 le sont par le gouvernement du Québec et 16 par des municipalités).
 - 16 sites sont désignés par le gouvernement fédéral, dont le Fort et le Canal de Chambly, le Canal de Saint-Ours, le Fort Lennox et le Fort Saint-Jean.
- Patrimoine religieux : 210 lieux de culte érigés avant 1975 sont répertoriés sur le territoire³⁴:
 - 147 lieux de culte érigés avant 1945, 38 % d'entre eux sont considérés comme de grand intérêt.
 - 19 bâtiments religieux protégés par la Loi sur les biens culturels (14 lieux de culte classés, 1 reconnu et 4 protégés par les municipalités) et un désigné par le gouvernement fédéral.
 - Lieux de culte possédant un statut canonique : la basilique Sainte-Anne de Varennes, la cathédrale de Saint-Hyacinthe et la cocathédrale de Saint-Jean-sur-Richelieu, le calvaire et les chapelles de Varennes.
 - La Fondation du patrimoine religieux, par l'entremise des Tables de concertation régionales, contribue à la conservation et à la mise en valeur des biens patrimoniaux religieux (biens mobiliers et immobiliers) par l'octroi d'aide financière.
 - La Société du patrimoine religieux du diocèse de Saint-Hyacinthe contribue à l'inventaire et à la diffusion du patrimoine religieux.
- Patrimoine agricole :
 - 4 moulins, classés monuments historiques (2 à Verchères, 1 à Contrecoeur et 1 à Frelighsburg).
 - La grange Alexander-Salomon-Walbridge, Saint-Ignace-de-Stanbridge, monument historique classé.
 - Le hangar à grain Jodoin, Varennes, monument historique classé.
 - Les paysages agricoles.
- Animation et mise en valeur du patrimoine :
 - 35 organismes en patrimoine et en histoire.
 - 5 municipalités sont membres de l'Association des plus beaux villages du Québec, soit (Frelighsburg, Saint-Antoine-sur-Richelieu, Stanbridge East, Knowlton (Lac-Brome) et Verchères)³⁵.
 - Mise en valeur de certains bâtiments patrimoniaux occupés par des sociétés d'histoire et des institutions muséales, par exemple ceux où sont établis la Société d'histoire de la seigneurie de Chambly, le Musée Missisquoi et la Maison des Patriotes.

Archéologie

- 151 sites archéologiques répertoriés dans 6 MRC, dont certains d'importance comme les forts Chambly et Lennox, et les sites de la vallée de la Rivière-aux-Brochets (MRC de Brome-Missisquoi)³⁶.
- 2 sites archéologiques ont un statut de protection en vertu de la Loi sur les biens culturels : les Casernes-de-Blairfindie (Saint-Jean-sur-Richelieu) et le site Mandeville (Sorel-Tracy).
- Réseau Archéo-Québec.

³⁴ Fondation du patrimoine religieux du Québec, Inventaire des lieux de culte du Québec, <http://www.lieuxdeculte.qc.ca/index.htm>. Inventaire réalisé en 2003 en collaboration avec le MCCC. Consulté le 1^{er} décembre 2006.

³⁵ Association des plus beaux villages du Québec, <http://www.beauxvillages.qc.ca/francais/villages/index.html>, Consulté le 9 janvier 2007.

³⁶ MCCC, Rivière-aux-Brochets, MRC Brome-Missisquoi, <http://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=1323>, Consulté le 11 octobre 2006.

DESCRIPTION DU SECTEUR (SUITE)

Histoire

- Une vingtaine de sociétés d'histoire présentes sur le territoire³⁷, dont 14 sont membres de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec.
- 3 institutions muséales et 8 lieux d'interprétation ont des mandats axés sur l'histoire.

Archives

- Plusieurs fonds et collections d'archives peuvent être consultés, notamment auprès des 3 services agréés d'archives privées :
 - Société d'histoire de la Haute-Yamaska (Granby).
 - Société historique Pierre-de-Saurel (Sorel-Tracy).
 - Centre d'histoire de Saint-Hyacinthe.

Événements

- La mémoire des Patriotes est célébrée à chaque année par la tenue de conférences et d'activités à Saint-Denis-sur-Richelieu.
- Pour des siècles et des siècles! Place au patrimoine religieux en Montérégie.
- Programme d'activités liées à l'archéologie dans les villes de Chambly, de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, et de Saint-Jean-sur-Richelieu dans le cadre du Mois de l'archéologie, édition 2006.
- Depuis 1981, la Fête du Vieux Marché se tient en août à Saint-Denis-sur-Richelieu. Cette fête regroupe des artistes et des maraîchers sur le site du village historique dans le parc des Patriotes.
- Festivités du 400^e anniversaire du passage de Samuel de Champlain au Canada, en 2009. Les 30 municipalités longeant la rivière Richelieu sont approchées pour participer à l'événement.
- Le Chemin des Cantons, un circuit culturel, patrimonial et touristique sillonnant 8 MRC et 31 municipalités sur 415 km, dont en Montérégie Est, les MRC Haute-Yamaska et Brome-Missisquoi.
- Journées victoriennes dans trois villages anciens : Knowlton, Foster et West Brome (Lac-Brome).

Données sur les pratiques culturelles

- 37 % de la population fréquente des monuments et des sites historiques (2004).
- 10 % de la population fréquente les centres d'archives et 41 % les juge accessibles (2004).

CONTRIBUTION / IMPLICATION DES PARTENAIRES

MCCCCF

- Gestion des dispositions de la Loi sur les biens culturels :
 - Analyse de dossiers en vue de l'attribution d'un statut;
 - Octroi de permis pour la réalisation de travaux sur les biens protégés;
 - Soutien technique à la gestion des biens et des sites protégés, et soutien financier à certains travaux de restauration dans le cadre de la Loi sur les biens culturels. Entre 2000 et 2006, des subventions totalisant 108 000 \$ ont été versées à 8 projets de restauration de biens classés;
 - Inscription des lieux patrimoniaux du Québec au Répertoire canadien des lieux patrimoniaux.
- Dix ententes « Villes et villages d'art et de patrimoine » conclues avec 7 municipalités et 3 MRC.
- Entre 2000 et 2006, par le biais de la Fondation du patrimoine religieux du Québec :
 - Subvention pour 103 projets de restauration de biens immobiliers (8,2 M \$);
 - Subvention pour 13 projets de restauration de biens religieux mobiliers (270 000 \$).
- Entre 2000 et 2005, une aide de 80 300 \$ a été octroyée à 7 municipalités pour la réalisation de projets en patrimoine (archéologie, étude de caractérisation du patrimoine, circuit d'interprétation, travaux de restauration de biens classés appartenant à une municipalité).
- Inscription des sites archéologiques connus à l'Inventaire des sites archéologiques du Québec.
- Soutien technique à des projets de fouilles et à la mise en valeur des ressources archéologiques.
- Soutien financier à La Fête du Vieux Marché de Saint-Denis-sur-Richelieu (2004-2005, 1500 \$).

³⁷ CRÉ Montérégie Est, Portrait culturel, http://www.monteregie-est.org/profilTerritoire/portraitCulturel_fr.php, Consulté le 11 octobre 2006.

CONTRIBUTION / IMPLICATION DES PARTENAIRES (SUITE)

BAnQ

- Soutien aux services agréés d'archives privées.

Société d'habitation du Québec

- Subvention de plus de 240 000 \$ à Chambly (2000-2006) dans le cadre du Programme Rénovation Québec, dont le MCCCCF assure la gestion du volet Conservation du patrimoine bâti.

Initiatives montréalaises générant des retombées sur le territoire

- Initié par le CMCC, Pour des siècles et des siècles! Place au patrimoine religieux en Montréal, est un événement de mise en valeur du patrimoine religieux qui se déroule dans les lieux de culte pendant la période estivale; 12 lieux de culte du territoire y participaient en 2006.
- Réalisation d'un Portrait du patrimoine en Montréal par le CMCC (2005).
- Collaboration entre le CMCC et Tourisme Montréal pour la mise en ligne d'un circuit virtuel portant sur le patrimoine et l'histoire de la Montréal.

Municipalités / MRC

- Six municipalités (Chambly, Cowansville, Mont-Saint-Hilaire, Saint-Basile-le-Grand, Saint-Jean-sur-Richelieu et Varennes) et 2 MRC (Brome-Missisquoi et Les Maskoutains) ont embauché un agent de développement culturel dans le cadre du programme Villes et villages d'art et de patrimoine, du MCCCCF.
- La MRC des Maskoutains s'est dotée d'une politique du patrimoine.
- La municipalité de Chambly, très impliquée dans la mise en valeur de ses rues anciennes, a soutenu les propriétaires de l'avenue Bourgogne avec l'aide du programme Rénovation Québec (SHQ).
- De nombreuses municipalités et MRC ont soutenu des initiatives et des projets de mise en valeur du patrimoine : circuits historiques, réaménagement de rues principales, etc.

ANALYSE DU SECTEUR

- Entre 1999 et 2004, la fréquentation des monuments et des sites historiques a diminué (**44 % à 37 %**) comme dans les Laurentides (42 % à 35 %) contrairement aux autres territoires où elle a plutôt augmenté (VHSL, 40 % à 42 %; Longueuil, 34 % à 37 %; moyenne québécoise, 54 % à 62 %).
- On trouve sur le territoire davantage de monuments et de sites patrimoniaux protégés par un statut légal (**71**) qu'à Longueuil (28), que dans la VHSL (29) ainsi que dans la moyenne québécoise (64).
- Sur le territoire, la proportion de monuments et de sites protégés par un statut légal municipal (**23 %**) est inférieure à celle observée dans la VHSL (28 %) et à Longueuil (36 %).
- **151** sites archéologiques connus sur le territoire représentant **47 %** des sites connus en Montréal.
- Le territoire comprend deux fois plus de lieux d'interprétation subventionnés (**4**) que la moyenne montréalaise (2), mais demeure inférieur à la moyenne québécoise (6).

PISTES DE RÉFLEXION

Forces

- Territoire marqué par une histoire et un patrimoine exceptionnels, mis en valeur selon plusieurs thématiques bien définies.
- Plusieurs lieux d'interprétation permettent la diffusion de l'histoire et du patrimoine dans le milieu.
- Potentiel de mise en valeur de l'important patrimoine agricole.
- Présence sur le territoire d'un patrimoine religieux extrêmement riche et diversifié.
- Les éléments religieux patrimoniaux du territoire appartiennent à une diversité de confessions (catholique, anglicane, unie).
- Forte participation des églises à l'initiative de mise en valeur du patrimoine religieux de la Montérégie.
- Présence du secteur au sein des organismes de concertation.

Faiblesses

- Précarité financière des sociétés d'histoire.
- Méconnaissance d'éléments du patrimoine et mise en valeur à faire, notamment sur le plan touristique.
- Faible appropriation par le milieu des richesses historiques et patrimoniales qui marquent le territoire.
- Peu de mise en valeur du patrimoine agricole.
- Mise en valeur archéologique restreinte et faible implication des partenaires locaux en la matière.
- Peu de municipalités et de MRC possèdent des orientations définies en matière de patrimoine.

Enjeux

- Conservation et mise en valeur du potentiel tant patrimonial qu'archéologique.
- Développement de l'intérêt populaire envers les éléments historiques, patrimoniaux et archéologiques.
- Prise en compte du patrimoine agricole dans les différents projets de mise en valeur du tourisme.
- Promotion des politiques du patrimoine afin de favoriser sa conservation et sa mise en valeur.

Secteur 6 : Muséologie

DESCRIPTION DU SECTEUR

- Le territoire compte 11 musées et 21 centres d'interprétation,³⁸ dont 17 figurent dans le répertoire de la Société des musées québécois (SMQ) :
 - Musée du Haut-Richelieu (histoire / patrimoine / arts visuels);
 - Maison des cultures amérindiennes (arts visuels / histoire);
 - Musée d'art de Mont-Saint-Hilaire (arts visuels);
 - Expression (le centre d'exposition de Saint-Hyacinthe en arts visuels);
 - Muséobus, le musée de la famille, de la jeunesse et de la découverte (science et techno.);
 - Électrium, centre d'interprétation de l'électricité d'Hydro-Québec (science et techno.);
 - Maison nationale des Patriotes (histoire / patrimoine);
 - Centre d'interprétation du patrimoine de Sorel (histoire / patrimoine / sciences naturelles);
 - Blockhaus de la Rivière-Lacolle (histoire / patrimoine);
 - Lieu historique national du Canal-de-Chambly (histoire / science et techno.);
 - Lieu historique national du Fort-Chambly (histoire / patrimoine);
 - Lieu historique national de Fort-Lennox (histoire / patrimoine);
 - Lieu historique national du Canal-de-Saint-Ours (histoire / patrimoine);
 - Musée agricole Aux couleurs de la campagne, à Saint-Jean-sur-Richelieu (histoire / patrimoine);
 - Séminaire de Saint-Hyacinthe (histoire / patrimoine);
 - Musée du Centre Élisabeth-Bergeron, à Saint-Hyacinthe (histoire / patrimoine);
 - Musée Missisquoi (histoire / patrimoine).

Données sur les pratiques culturelles

- La fréquentation des musées est de 31 % et la fréquentation des musées d'art de 22 % (2004).
- En 2004, 46 % de la population considère les musées et les centres d'exposition accessibles.
- 10 % de la population fréquente des musées montréalais.

CONTRIBUTION / IMPLICATION DES PARTENAIRES

MCCCF

- 4 institutions sont reconnues et non soutenues :
 - Musée du Haut-Richelieu;
 - Musée d'art de Mont-Saint-Hilaire;
 - Muséobus;
 - Centre d'interprétation du patrimoine de Sorel.
- 4 institutions sont reconnues et leur fonctionnement soutenu (plus de 380 000 \$ en 2005-2006) :
 - Musée Missisquoi;
 - Expression, centre d'exposition de Saint-Hyacinthe;
 - Maison nationale des Patriotes;
 - Blockhaus de la Rivière-Lacolle.

Entente spécifique régionale en culture

- Soutien de 30 000 \$ (2002) pour la tenue de l'événement Orange du centre Expression, additionné en 2005 d'un soutien de 15 000 \$ pour la publication d'un catalogue relié à l'événement. Ce catalogue a valu à l'institution l'obtention d'un prix de la SMQ en 2006.
- Octroi d'une aide au regroupement Montmusée pour la promotion des musées (11 500 \$ en 2005-2006).

³⁸ CRÉ Montérégie Est, Portrait culturel, http://www.monteregie-est.org/profilTerritoire/portraitCulturel_fr.php, Consulté le 11 octobre 2006.

CONTRIBUTION / IMPLICATION DES PARTENAIRES (SUITE)

Initiatives montérégiennes générant des retombées sur le territoire

- Promotion des institutions et mise en commun de ressources par l'organisme Montmusée, qui regroupe 16 institutions muséales de la région, dont 9 sur le territoire.
- Réalisation du projet Cellule régionale d'expertise en muséologie (CREM), un projet pilote de 3 ans coordonné par Montmusée et pour lequel le MCCCCF a accordé un soutien de 50 000 \$ en 2006-2007.
- Réalisation d'un Portrait des institutions muséales en Montérégie, par le CMCC (2005).

ÉLÉMENTS D'ANALYSE

- Entre 1999 et 2004, la population, jugeant accessible les musées et les centres d'exposition, y a augmenté (**41 % à 46 %**), mais dans une moindre proportion que celles de la VHSL (46 % à 63 %), de Longueuil (50 % à 60 %), des Laurentides (37 % à 47 %) et de l'ensemble du Québec (54 % à 62 %).
- Entre 1999 et 2004, la fréquentation des musées est demeurée stable (**30 % à 31 %**). En 2004, le taux de fréquentation des musées a été inférieur aux taux observés dans les autres territoires (Longueuil 40 %, VHSL 42 %, Laurentides 35 % et pour l'ensemble du Québec, 42 %).
- En 2004, la fréquentation des musées d'art (**22 %**) est inférieure aux taux observés dans les autres territoires (Longueuil 33 %, VHSL 30 %, Laurentides 25 % et la moyenne québécoise, 33 %).
- En 2004, la fréquentation des musées montréalais (**10 %**) a été semblable à la moyenne québécoise (11,3 %), mais inférieure aux taux observés sur les autres territoires (Longueuil 20 %, VHSL 13 % et Laurentides 14 %).
- Le nombre d'institutions muséales répertoriées dans la région (**23**) par la Société des musées québécois est beaucoup plus grand que sur les territoires de Longueuil (6), de la VHSL (12) et des Laurentides (11) mais, pratiquement égal à la moyenne des régions du Québec (25).

PISTES DE RÉFLEXION

Forces

- Nombre important d'institutions à vocation variée (art, patrimoine, science et techno.).
- Réseau régional en émergence avec Montmusée et le projet de CREM en Montérégie.
- Dynamisme de plusieurs institutions muséales qui offrent une programmation de qualité.
- Présence du secteur au sein des organismes de concertation.

Faiblesses

- Précarité financière des institutions muséales.
- Offre culturelle des institutions muséales du territoire méconnue par rapport à celle de Montréal.

Enjeux

- Diversification des sources de financement.
- Positionnement des institutions muséales dans l'offre culturelle du territoire et du marché métropolitain.
- Développement d'une collaboration avec les partenaires municipaux sous forme de livraison de services ou par l'octroi de ressources financières.
- Intégration des institutions muséales dans le développement du tourisme culturel.

Secteur 7 : Disque, cinéma et arts médiatiques

DESCRIPTION DU SECTEUR

Diffusion

- 5 organismes en cinéma : Deuxième ligne (Saint-Blaise-sur-Richelieu), Distribution Bête de scène (Saint-Basile-le-Grand), La Maison des Quatre Inc. (Sorel-Tracy), Les Productions Lany Inc. (Saint-Armand), Productions Progetto (Saint-Basile-le-Grand).
- Plusieurs clubs vidéos et disquaires.
- Une quarantaine de salles de cinéma, dont une nouvelle qui ouvrira ses portes sous peu à Beloeil, et un ciné-parc (2 écrans)³⁹.
- Productions Progetto est un organisme culturel développant et réalisant des projets de recherche, de création et de diffusion thématique en arts médiatiques et en cinéma, en Montérégie.

Événement

- Le Festival des Films du Monde de Saint-Armand, dans la MRC Brome-Missisquoi (FeFiMoSA) a débuté en 2005 sous l'initiative privée d'un groupe de cinéastes résidant sur ce territoire.

Données sur les pratiques culturelles

- En 2004, 67 % de la population écoute souvent de la musique, et 69 % achète des CD.
- Trois quarts de la population fréquentent des cinémas, et 89 % les juge accessibles (2004).

CONTRIBUTION / IMPLICATION DES PARTENAIRES

MCCCF

- Soutien à des projets des organismes Productions Progetto et Ciné-club du Haut-Richelieu, dans le cadre de la Mesure de soutien du cinéma d'auteur (environ 90 000 \$ en 3 ans).
- Soutien à des projets d'éveil au cinéma d'auteur et à la production vidéo en milieu scolaire, dans le cadre de la mesure Éducation cinématographique : écoles primaires et secondaires.

Entente spécifique régionale en culture

- Un projet de diffusion en arts médiatiques, Les rives lumineuses, des Productions Progetto, a reçu une aide de près de 13 000 \$ (2005-2006).

CALQ

- Soutien à la recherche et à la création ainsi qu'aux déplacements : 66 bourses remises à des artistes en musique et en chanson⁴⁰ du territoire, entre 2001 et 2006, pour un montant annuel moyen de plus de 80 000 \$. Pendant la même période, 2 subventions totalisant 66 000 \$ ont été octroyées à des organismes œuvrant en musique.
- Entre 2001 et 2006, 11 bourses versées à des artistes en cinéma et en arts médiatiques, pour une somme de près de 150 000 \$.

SODEC

- Soutien à des projets de création, de production, de distribution et de diffusion d'œuvres cinématographiques et télévisuelles : 20 subventions totalisant plus de 900 000 \$ ont été octroyées entre 2001 et 2006, dont 525 000 \$ pour les Productions Book of Eve Inc., en 2001-2002.
- Pendant la même période, 77 subventions ont été versées à 16 organismes du territoire pour la production de disques et de spectacles de variétés (en moyenne annuellement 230 000 \$)⁴¹.

³⁹ Cineac, Agence cinéma, http://www.cineac.ca/repertoire_salles.html, consulté le 22 septembre 2006.

⁴⁰ Certains artistes et organismes œuvrent dans le domaine de la musique et de la chanson, et bénéficient de bourses et de subventions du CALQ pour la création et la production tant de disques que de spectacles. Dans le cadre du présent diagnostic, cette information est comptabilisée ensemble plutôt qu'au secteur des Arts de la scène.

⁴¹ Les données disponibles de la SODEC sont présentées en regroupant sous une même rubrique les sommes versées pour la production de disques et de spectacles de variétés. Pour les fins du présent diagnostic, et pour assurer une cohérence avec les données relatives au CALQ, elles sont présentées dans la fiche du secteur Disque, cinéma et arts médiatiques et non dans celle des Arts de la scène.

CONTRIBUTION / IMPLICATION DES PARTENAIRES (SUITE)

CAC

- Entre 2001 et 2006, subventions octroyées à 16 artistes œuvrant dans le domaine de la musique (près de 50 000 \$ annuellement), de même qu'à 7 artistes œuvrant dans le domaine des arts médiatiques (plus de 25 000 \$ par année).

ÉLÉMENTS D'ANALYSE

- En 2004, **67 %** de la population du territoire déclare écouter souvent de la musique. Cette proportion est inférieure à celles observées dans les autres territoires (VHSL 72 %, Longueuil 69 %, Laurentides 79 % et l'ensemble du Québec, 72 %). Cette proportion a diminué partout de plus ou moins de 10% depuis 1999.
- Entre 1999 et 2004, la consommation de disques a diminué sur le territoire, passant de **74 % à 69 %**. Des diminutions sont aussi observées dans les autres territoires d'étude (VHSL 77 % à 63 %, Longueuil 78 % à 67 %, Laurentides 78 % à 74 %) sauf pour la moyenne québécoise qui demeure stable (71 % à 73 %).
- Entre 1999 et 2004, le taux de fréquentation des cinémas a augmenté de **71 % à 75 %** sur le territoire. Une telle augmentation n'est observée que pour la moyenne québécoise (72 % à 77 %) tandis que, pour les autres territoires, nous remarquons une stabilité (VHSL 76 % à 77 %, Longueuil 82 % à 80 %, Laurentides 76 % à 77 %).
- En 2004, le jugement de la population quant à l'accessibilité des salles de cinéma s'avère élevée (**89 %**) tout comme dans les autres zones (VHSL 90 %, Longueuil 93 %, Laurentides 90 %, et la moyenne québécoise, 89 %).

PISTES DE RÉFLEXION

Forces

- Bonne accessibilité des salles de cinéma et intérêt de la population pour cet art.
- Présence de producteurs en arts médiatiques et en cinéma.
- Tenue de quelques initiatives favorisant la découverte du cinéma d'auteur.

Faiblesse

- Secteur peu développé sur le territoire sur le plan de la production.

Enjeu

- Mise en valeur du cinéma d'auteur.

Secteur 8 : Formation, éducation et culture

DESCRIPTION DU SECTEUR

Formation artistique professionnelle

- Programme de formation continue pour les artistes et les autres professionnels en culture, offert par le CMCC depuis 2000.

Formation collégiale et universitaire

- 4 institutions de formation collégiale (Granby, St-Hyacinthe, St-Jean-sur-Richelieu et Sorel-Tracy) :
 - Formation technique ou spécialisée :
L'école nationale de la chanson offre une AEC en chanson (Granby);
Le cégep de Saint-Hyacinthe offre les programmes suivants : interprétation et production théâtrale, et design des matériaux souples (structures et couleurs);
Le cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu offre des programmes de formation continue à temps partiel en création publicitaire et en communication publique, et un programme de design d'intérieur.
 - Formation générale :
Les quatre institutions collégiales du territoire comptent un programme en arts et lettres avec spécialisations (cinéma, exploration théâtrale, arts visuels et médiatiques, culture et création, littérature, langue, arts plastiques) menant à une formation universitaire.
- Le Pôle universitaire situé à Longueuil a pour mandat de desservir aussi la Montérégie Est.

Formation préscolaire, primaire et secondaire

- 5 commissions scolaires francophones : des Patriotes (69 écoles primaires et secondaires), de Saint-Hyacinthe (37), des Hautes-Rivières (48), de Sorel-Tracy (19) et du Val-des-Cerfs (42), et 2 commissions scolaires anglophones : Riverside (5) et Eastern Townships (7).
- Près de la moitié des commissions scolaires ont un comité culturel ainsi qu'une politique culturelle.
- 213 écoles primaires et secondaires, dont quelques-unes offrent des programmes de concentration en art (musique, danse et/ou art dramatique) comme la commission scolaire des Hautes-Rivières avec son programme art-étude et deux programmes de concentration : l'un en art, l'autre en musique.
- 12 écoles privées.
- Le programme La culture à l'école permet aux institutions scolaires de réaliser des projets favorisant le rapprochement entre les professionnels de la culture et le milieu scolaire.
 - 34 artistes, 16 écrivains et 35 organismes du territoire sont inscrits au Répertoire de ressources culture-éducation (le total montréalais est de 56 artistes, 28 écrivains et 35 organismes)⁴².
 - Plusieurs institutions muséales, sociétés d'histoire et diffuseurs en arts de la scène offrent des activités ou des projets destinés à une clientèle scolaire, dont l'Arrière Scène, qui se spécialise dans la création et la diffusion de théâtre pour la clientèle jeunesse.
- Le programme Éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés permet de soutenir les activités de lecture et d'écriture; 4 commissions scolaires du territoire sont visées par ce programme (Sorel-Tracy, Saint-Hyacinthe, Val-des-Cerfs et Hautes-Rivières).

Formation disciplinaire pour la pratique amateur

- Ballet classique du Haut-Richelieu est un organisme de formation œuvrant depuis 1979.
- Scola Arte offre des cours en art avec les ateliers des artistes de la région de Brome-Missisquoi avec une perspective de développement du tourisme d'apprentissage.

⁴²

Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec, Répertoire de ressources culture-éducation 2006, <http://www.mcc.gouv.qc.ca/rencontres/index.htm>, Consulté le 23 octobre 2006.

CONTRIBUTION / IMPLICATION DES PARTENAIRES

MCCCF

- Contribution du programme La culture à l'école en animation culturelle : plus de 24 000 élèves touchés en 2006-2007 (près de 154 000 \$ en subvention).
- Subvention annuelle octroyée à l'organisme Ballet classique du Haut-Richelieu, dans le cadre du programme de développement de la formation en musique et en danse (12 000 \$).

CALQ

- Octroi de bourses de perfectionnement aux artistes professionnels. Entre 2001 et 2006, des artistes du territoire ont bénéficié de 12 bourses d'un montant total de plus de 55 000 \$.

Initiatives montréalaises générant des retombées sur le territoire

- Réalisation d'une étude sur les besoins de formation continue des artistes, des artisans et des travailleurs de la culture et des communications en Montréal, par le CMCC avec l'aide d'Emploi-Québec (2005).
- Mise en place d'un programme de formation continue de la main-d'œuvre, par le CMCC depuis 2000 :
 - Le poste du coordonnateur est financé conjointement par le MCCCF, le CALQ et la SODEC;
 - Les activités de formation sont financées à 75 % par Emploi-Québec; en 2005-2006, 34 activités de formation ont été offertes (coût total de 100 000 \$);
 - En collaboration avec le Théâtre de la Dame de Cœur, gestion d'un projet de formation portant sur les techniques de manipulation d'éléments et marionnettiques surdimensionnés (volet interrégional).
- Activités de formation offertes par diverses associations professionnelles comme l'UDA, la SMQ et le RAAV, sur une base disciplinaire en parallèle à l'offre de service du CMCC.

ÉLÉMENTS D'ANALYSE

- Le territoire ne compte aucun conservatoire ni autre école de formation supérieure en art, comme nulle part en Montréal.
- Le territoire compte une école de formation spécialisée, tout comme dans les Laurentides, alors qu'il n'y en a aucune dans la VHSL et qu'il y en a 2 à Longueuil. La moyenne québécoise est de 5.
- La part de la population participant à des cours de formation (**8 %**) est inférieure à la participation observée dans les autres territoires de référence (VHSL 9 %, Longueuil 13 %, Laurentides 11 % et la moyenne québécoise, 10 %).
- **62 %** des participants aux activités de formation continue du CMCC réside sur le territoire (2005-2006).

PISTES DE RÉFLEXION

Forces

- Bonne offre en formation continue et participation soutenue des intervenants du territoire.
- Bon positionnement de la dimension culturelle dans les institutions scolaires des ordres d'enseignement primaire et secondaire.
- Contribution significative du programme La culture à l'école à la réalisation de projets culturels riches et novateurs.
- Engagement important des artistes, des écrivains et des organismes culturels dans les activités du milieu scolaire.
- Existence de programmes de formation dans le domaine de la chanson et du théâtre.
- Présence et dynamisme de 2 institutions de formation en danse et en chanson.

Faiblesse

- Faible représentation des programmes de formation en arts au sein des institutions d'enseignement supérieur.

Enjeux

- Maintien de l'offre en formation continue et élargissement de l'offre pour la relève.
- Approfondissement des liens entre les intervenants culturels et ceux du milieu scolaire.

Secteur 9 : Communications

DESCRIPTION DU SECTEUR

Médias écrits⁴³

- 1 journal quotidien, La voix de l'Est, est distribué à 16 000 exemplaires dans le secteur de Granby.
- 16 journaux hebdomadaires diffusent localement, et leur tirage moyen est d'environ 36 000 copies dont le Courrier de Saint-Hyacinthe, le plus ancien hebdomadaire francophone du Québec (1853).
- 3 mensuels (Le Journal l'express régional, le Journal tempo et le Journal de Saint-Basile-le-Grand).
- 3 bimensuels (Le Courrier de Cowansville, Le Lien et Le Lien municipal).
- 2 journaux spécialisés en culture (Le journal Mobiles, et le Magazine Zoom, de Saint-Hyacinthe).

Radio

- Radio-Acton est la seule station de radio communautaire subventionnée.
- 4 stations de radio privées sont réparties sur le territoire et diffusent localement; 2 sont membres du groupe Astral média.

Télévisions communautaires

- Canal Vox possède des stations locales à Granby, à Saint-Jean-sur-Richelieu, et à Sorel-Tracy et la Télévision communautaire de la Vallée-du-Richelieu (TCVR) (Beloeil).
- Cogeco possède une station à Saint-Hyacinthe.

Sites Internet

- La plupart des organismes culturels de la région se sont dotés d'un site Internet diffusant de l'information sur leur mission et leurs activités, dont Montmusée, le Réseau des hebdomas montérégiens, le CMCC et la CRÉ Montérégie Est.

Données sur les pratiques culturelles

- En 2004, 23 % de la population écoute plus de 3 heures de radio par jour.
- La part de la population affirmant regarder des émissions artistiques à la télévision est de 22 %, en 2004.
- 74 % de la population fait la lecture de quotidiens, et 71 % de la population fait la lecture d'hebdomadaires régionaux (2004).

CONTRIBUTION / IMPLICATION DES PARTENAIRES

MCCCF

- La station de radio communautaire d'Acton ainsi que la Télévision communautaire de la Vallée-du-Richelieu bénéficient d'un soutien financier (60 700 \$ en 2005-2006).
- Le site Internet du Ministère comporte une section offrant un aperçu du développement culturel de la Montérégie.

Initiatives montérégiennes générant des retombées sur le territoire

- Réalisation de plusieurs projets par le CMCC :
 - Portrait des communications en Montérégie (2005);
 - Reconfiguration du site Internet présentant de l'information sur l'univers culturel de la région : section grand public et section membres comportant des contenus adaptés (2006);
 - Publication d'un calendrier culturel et d'un magazine adressé à ses membres;
 - Réalisation en collaboration avec Télévision Rive-Sud de la série Nulle part ailleurs, comptant 13 émissions de 30 minutes (2004-05);
- Publication d'un calendrier culturel saisonnier par Tourisme Montérégie, en collaboration avec le CMCC.

⁴³ Services Québec, Répertoire des médias, Région de la Montérégie, 2006
<http://www.comm-gc.gouv.qc.ca/médias/RépertoireMedia.asp?region=Monteregie> , Consulté le 10 janvier 2007.

ÉLÉMENTS D'ANALYSE

- 4 stations de radio privées sont recensées sur le territoire soit un nombre semblable à celui des Laurentides (3), mais supérieur à celui de la VHSL (1) et de Longueuil (0), et inférieur à la moyenne provinciale (6).
- Le territoire est desservi par une station de radio communautaire, tout comme le territoire de Longueuil, alors qu'on en compte 2 dans la VHSL et sur les différents territoires du Québec, mais aucune dans les Laurentides.
- En 2004, la proportion de la population écoutant plus de 3 heures de radio par jour (**23 %**) est moins élevée que dans les autres zones (VHSL 28 %, Longueuil 28 %, Laurentides 33 % et la moyenne québécoise, 25 %).
- Une station de télévision communautaire subventionnée se trouve sur le territoire, tout comme dans la VHSL et à Longueuil; par contre, la moyenne provinciale est de 2 et, dans les Laurentides, nous dénombrons 3 stations communautaires subventionnées.
- En 2004, la proportion de la population regardant des émissions artistiques à la télévision est de **22 %**, soit une part inférieure aux données observées dans la VHSL (27 %), à Longueuil (26 %) et à la moyenne québécoise (25 %), mais supérieure à celles observées dans les Laurentides (20 %).
- Le territoire se classe au 3^e rang au Québec en ce qui concerne le nombre d'hebdomadaires (**16**). Ceci se reflète dans un taux de lecture de ces publications également supérieur (**71%** en 2004) aux taux des autres régions à l'étude (Longueuil 49 %, Laurentides 67 % et la moyenne québécoise, 60 %), mais équivalent au taux de la VHSL (71 %).

PISTES DE RÉFLEXION

Forces

- Plusieurs hebdomadaires sont publiés sur le territoire, et le taux de lecture est élevé.
- Présence d'une radio et d'une télévision communautaires subventionnées.
- Présence du secteur au sein des organismes de concertation.

Faiblesses

- Absence de média qui couvre l'ensemble du territoire.
- Ressources financières limitées à la disposition des médias communautaires.
- Difficulté pour les intervenants du secteur de se positionner sur le plan médiatique alors que les médias qui pénètrent dans les foyers sont sous l'emprise d'une dynamique essentiellement métropolitaine.
- Une part de la population ne peut aisément avoir accès aux contenus disponibles dans Internet malgré les efforts que déploient les organismes pour les diffuser.
- Concentration des médias nationaux dans la métropole, ce qui limite la couverture des événements spécifiques au territoire.

Enjeux

- Maintien de la diffusion, sur les sites Internet, des divers intervenants du milieu, des activités et des événements culturels offerts sur le territoire.
- Maintien du dynamisme et de la diversité de la presse écrite sur le territoire.
- Soutien financier aux médias communautaires pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle aux paliers local et régional.
- Diffusion de contenus de portée territoriale dans les médias locaux.
- Contribution des médias au développement d'un sentiment d'appartenance au territoire.

Secteur 10 : Tourisme culturel

DESCRIPTION DU SECTEUR

Plusieurs institutions culturelles (centres d'interprétation, musées, centres d'exposition, lieux historiques), événements ou festivals et circuits culturels ou artistiques offrent des activités susceptibles d'intéresser la clientèle touristique. En plus des éléments déjà mentionnés, on retrouve trois routes touristiques officielles sur le territoire, soit la Route des Vins, la Route des Cidres et le tout nouveau Chemin des Cantons. Celui-ci propose un circuit culturel et patrimonial de 415 kilomètres, principalement en Estrie, mais parcourant aussi les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi. De plus, le Chemin des Patriotes constitue un axe central important sur le plan du tourisme.

Tournées et autres circuits

- Tournée des 20, MRC de Brome-Missisquoi.
- Tour des arts, MRC de La Haute-Yamaska.
- Sentiers des Ateliers, Chambly.
- Parcours des arts, MRC du Haut-Richelieu.
- Fugue en art majeur, Mont-Saint-Hilaire.
- Tour des vins, MRC de Brome-Missisquoi.
- Roulez vers la culture en Montérégie : programmation d'activités culturelles proposées à proximité des voies cyclables.
- Pour des siècles et des siècles! Place au patrimoine religieux en Montérégie.
- Lieux à visiter dans le cadre du Mois de l'archéologie : Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, Saint-Ours, Chambly, Saint-Jean-sur-Richelieu.

Événements et initiatives variés

Fêtes de village présentant un caractère culturel :

- Fête nationale suisse le 1^{er} août à Sutton, liée à la présence d'un bassin de population important provenant de ce pays;
- Fête paysanne et culturelle de Saint-Césaire qui a lieu à l'automne;
- Chants de Vielles, de Calixa-Lavallée, présente en septembre des spectacles de musique et de danse traditionnelle.

Arts de la scène :

- Festival international de la chanson de Granby, le plus important concours de chanson francophone;
- Festidanse, dans le cadre du Festival de la gibelotte de Sorel-Tracy, la 4^e édition, en 2007;
- Festival Musique en vue de Cowansville qui, se déroule en juillet, 15^e édition, en 2006.;
- Spectacles en plein air dans le cadre de l'International de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu (depuis 1984) et de l'Exposition agricole de Saint-Hyacinthe (depuis 170 ans).

Expositions et performances artistiques :

- CeraMystic se déroule l'été à Mystic (Saint-Ignace-de-Stanbridge);
- Festiv'Art, galerie d'art en plein air, se tient en septembre depuis 11 ans à Frelighsburg;
- Artistes en direct et Symposium Artistes sur le champ, de Chambly;
- Place des artisans est une exposition des métiers d'art qui réunit 50 artisans de Verchères;
- Expositions d'antiquités : exposition et vente d'antiquités (Lac-Brome), la Foire d'antiquités et d'objets de collection (Saint-Charles-sur-Richelieu), Les Antiquaires au Jardin (Saint-Hyacinthe) et autres;
- Rencontre des arts de Saint-Jean-sur-Richelieu est un rassemblement de sculpteurs et de peintres, qui se déroule l'automne.

Regroupements / associations / organismes

- Deux associations touristiques régionales desservent le territoire :
 - Tourisme Montérégie (territoire entier des CRÉ de Longueuil et de la VHSL et territoire partiel de la CRÉ Montérégie Est, soit les MRC d'Acton, du Bas-Richelieu, du Haut-Richelieu, de Lajemmerais, de Les Maskoutains, de Rouville et de la Vallée-du-Richelieu);
 - Tourisme Cantons-de-l'Est (MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi et les cinq MRC de l'Estrie).

DESCRIPTION DU SECTEUR (SUITE)

- Plusieurs associations touristiques locales (habituellement opérées par les CLD), dont
 - Tourisme Granby-Bromont;
 - Bureau de tourisme et des congrès (Saint-Hyacinthe);
 - Office du tourisme et des congrès du Haut-Richelieu (Saint-Jean-sur-Richelieu);
 - Tourisme Bas-Richelieu (région de Sorel-Tracy);
 - 5 bureaux d'information touristique permanents et 1 saisonnier;
 - 5 bureaux d'accueil touristique saisonniers et 1 relais d'information touristique saisonnier;
- 5 municipalités sont membres de l'Association des plus beaux villages du Québec (Frelighsburg, Saint-Antoine-sur-Richelieu, Stanbridge East, Knowlton (Lac-Brome) et Verchères)⁴⁴.

CONTRIBUTION / IMPLICATION DES PARTENAIRES

Entente spécifique régionale en culture

- Un projet pilote de commercialisation des cours offerts par les artistes et les artisans de Brome-Missisquoi, Scola Arte, mené par le CLD de Brome-Missisquoi, a obtenu 10 000 \$ en 2005 et a continué d'être soutenu par diverses instances en 2006 et 2007.

Municipalités / MRC / CLD

- Embauche d'un agent de développement culturel et touristique, membre du réseau Villes et villages d'art et de patrimoine dans 2 MRC et 6 municipalités.
- 5 CLD du territoire ont à leur emploi un ou des conseillers en tourisme culturel : Brome-Missisquoi, Rouville, Haut-Richelieu, Lajemmerais, Vallée-du-Richelieu.

CRÉ Montérégie Est

- Investissement de 30 000 \$ dans le circuit patrimonial Chemin des Cantons.

Initiatives montréalaises générant des retombées sur le territoire

- Collaboration du MCCCC à la réalisation du guide Les Promenades montréalaises, publié en 2001 par le Groupe culture et villes de l'INRS-Urbanisation, et visant le développement culturel de la région.
- Réalisation par le CMCC du programme Pour des siècles et des siècles ! Place au patrimoine religieux en Montérégie; 22 lieux de cultes de Montérégie Est y participent (2006).
- 3 circuits culturels virtuels : patrimoine (en collaboration avec le CMCC), églises et arts, présenté par Tourisme Montérégie (depuis l'été 2006).
- Publication d'un calendrier culturel saisonnier, résultat d'une collaboration entre le CMCC et les associations touristiques régionales.
- Mise en place de l'événement Roulez vers la culture en Montérégie⁴⁵ coordonné par Loisir et sport Montérégie.
- Coordination du Mois de l'archéologie par le Réseau Archéo-Québec.
- Scola Arte offre des cours en art dans les ateliers des artistes de la région de Brome-Missisquoi avec une perspective de développement du tourisme d'apprentissage.
- Présentation du CMCC portant sur le tourisme culturel à ses membres en 2006.

⁴⁴ Association des plus beaux villages du Québec, <http://www.beauxvillages.qc.ca/francais/villages/index.html>, Consulté le 9 janvier 2007.

⁴⁵ Loisir et sport Montérégie, Roulez vers la culture en Montérégie, <http://www.loisir.qc.ca/html/Index.htm>, Consulté le 11 octobre 2006.

ÉLÉMENTS D'ANALYSE

- Le nombre d'événements subventionnés sur le territoire (1) est équivalent aux régions similaires (VHSL, 0; Longueuil, 1; Laurentides, 1), mais inférieur à la moyenne québécoise (4,2).
- Le nombre de centres d'artistes en arts visuels, d'institutions muséales, de producteurs subventionnés en métiers d'art et de boursiers en arts visuels est plus grand sur le territoire que la moyenne montréalaise. Cette concentration de créateurs et de diffuseurs en arts visuels et en métiers d'art suscite la tenue de nombreux événements artistiques et elle est, sans doute, génératrice de tourisme culturel sur le territoire.

PISTES DE RÉFLEXION

Forces

- Territoire important pour le nombre et l'intérêt des sites historiques, des musées et des centres d'interprétation.
- Présence d'un patrimoine religieux exceptionnel.
- Vitalité culturelle découlant du nombre important d'artistes et d'artisans.
- Plusieurs routes touristiques, circuits et événements sont offerts au public à différents moments de l'année.

Faiblesses

- Potentiel qui reste encore à développer ou à consolider.
- Absence de stratégie de développement en tourisme culturel spécifiquement pour le territoire.

Enjeux

- Concertation entre différentes instances de la Montérégie Est et des territoires voisins afin d'arrimer les stratégies et de s'entendre sur une vision cohérente du tourisme culturel.
- Positionnement de l'offre culturelle dans les stratégies de développement touristique.

Secteur 11 : Loisirs culturels

DESCRIPTION DU SECTEUR

Les loisirs culturels comprennent la pratique d'une activité à caractère culturel dans le but de s'initier à une forme d'art, ou encore pratiquer celle-ci pour son bon plaisir et par intérêt personnel. Plusieurs activités et événements présentés dans les pages précédentes sont susceptibles d'intéresser la clientèle des loisirs culturels. Le rôle des municipalités est majeur dans le domaine de la pratique des loisirs culturels.

Activités

- Une vingtaine de sociétés d'histoire présentes sur le territoire regroupent des amateurs.
- Plusieurs fonds et collections d'archives peuvent être consultés, notamment par les amateurs d'histoire et de généalogie.
- 3 théâtres membres de la Fédération québécoise du théâtre amateur : Théâtre du Grand Monde, de Sainte-Julie; Théâtre de Grand-Pré, de Saint-Jean-sur-Richelieu, et la Troupe du Théâtre des Deux-Rives de Beloeil.
- 12 chorales, dont le Chœur de la montagne qui rassemble plus de 100 choristes depuis 1999, à Beloeil.

Événements amateurs

Plusieurs salons des métiers d'art locaux permettent aux artisans amateur d'exposer leurs oeuvres. Plusieurs événements sont essentiellement orientés vers la diffusion de l'art amateur, dont

- Plusieurs symposiums de peinture;
- Une vingtaine d'activités culturelles en bordure des voies cyclables sont organisées dans le cadre de Roulez vers la Culture;
- Les lundis de la Fabrique de Saint-Damase;
- Les grands airs de Varennes.

Regroupements / associations / organismes

Actions de Loisir et Sport Montérégie ayant des retombées sur le territoire :

- Coordination du Programme de soutien Rendez-vous culturels de la jeune relève amateur;
- Mise en place du projet Roulez vers la Culture en Montérégie;
- Soutien à l'événement Secondaire en spectacle;
- Réalisation d'un portrait du loisir culturel en Montérégie, 2002-2003;
- Réalisation d'un plan de développement des loisirs culturels en Montérégie, 2003;
- Réalisation du recueil d'activités Pour le plaisir d'apprendre et de s'amuser en collaboration avec le Centre Option Avenir inc., 2002-2003;
- Organisation et animation de la Table des intervenants culturels municipaux en Montérégie.

Données sur les pratiques culturelles

- En 2004, 30 % de la population pratique des activités culturelles en amateurs.
- Le bénévolat dans le cadre d'activités artistiques est pratiqué par 5 % de la population (1999).

CONTRIBUTION / IMPLICATION DES PARTENAIRES

MCCCCF

- Soutien à la pratique artistique de la jeune relève amateur par l'entremise d'une aide annuelle à l'organisme Loisir et Sport Montérégie pour le projet Événements culturels montérégiens, une aide financière de plus de 15 000 \$ annuellement.

CONTRIBUTION / IMPLICATION DES PARTENAIRES (SUITE)

Municipalités

- 57 municipalités du territoire ont un ou plusieurs intervenants en loisirs. Parmi ces municipalités, une dizaine affectent une ressource humaine dédiée aux loisirs culturels.
- La majorité des municipalités offrent des activités de loisirs culturels dans le domaine des arts de la scène et des arts visuels. Les municipalités de 50 000 résidents et plus offrent des activités plus diversifiées, soit en arts visuels et de la scène, en patrimoine et en littérature.
- Les municipalités possèdent certains équipements spécialisés (centre culturel) et des locaux polyvalents, utilisés pour des activités de loisirs culturels. La bibliothèque municipale est un lieu de diffusion grandement utilisé par les municipalités. De plus, plusieurs municipalités créent des ententes avec le milieu scolaire afin d'utiliser l'auditorium des écoles secondaires pour la diffusion de spectacles.
- Équipements spécialisés disponibles dans les municipalités : bibliothèques, centre Internet, galerie d'art, café théâtre, salle de danse, salle de spectacles, site historique et centre d'exposition. De plus, elles offrent aussi une programmation d'activités culturelles.

ANALYSE DU SECTEUR

- En 1999, le nombre d'heures que la population du territoire passait à pratiquer une activité de loisirs par semaine était de **9**; ce nombre correspond à ceux des Laurentides et de la moyenne québécoise. Par contre, dans la VHSL et ce nombre était de 10 heures à Longueuil.
- Entre 1999 et 2004, la proportion de la population pratiquant des activités culturelles en amateurs a diminué passant de **47 % à 30 %**. Des diminutions sont aussi observées dans les autres zones (VHSL, 46 % à 27 %; Longueuil, 51 % à 40 %; Laurentides, 50 % à 32 %; moyenne québécoise, 49 % à 34 %).
- Selon les données de 1999, on trouvait sur le territoire une proportion de la population pratiquant le bénévolat en culture équivalente à la moyenne québécoise (**5 %**) mais inférieure à la moyenne de Longueuil (6 %), et supérieure à celles de la VHSL (4 %) et des Laurentides (3%).

PISTES DE RÉFLEXION

Forces

- Présence d'un organisme qui supporte l'offre en loisirs dans la Montérégie.
- Implication des organismes et des municipalités afin de présenter une offre importante en loisir culturel.
- Diversité de l'offre et grand nombre d'intervenants dans le domaine des loisirs culturels.

Faiblesse

- Développement limité de l'offre en loisirs culturels dans les petites municipalités (moins de 5000 habitants).

Enjeux

- Accessibilité de l'offre en loisirs culturels pour l'ensemble de la population du territoire.
- Positionnement des loisirs culturels à l'intérieur de l'offre culturelle générale.
- Maintien et consolidation de la concertation et des ententes de partenariat entre les divers intervenants.

Partie 3

Synthèse du portrait de la culture de la Montérégie Est

Cette troisième partie du Portrait propose quelques éléments de synthèse du paysage culturel du territoire.

Repères contextuels

Positionnement régional : démographie, économie, main-d'œuvre

- Une population de 600 000 personnes, soit 40 % de la population montérégienne et 8 % de celle du Québec.
- Un taux de croissance le plus faible de la région métropolitaine (5,6 % entre 2001 et 2011).
- 12 villes de plus de 10 000 habitants, le nombre le plus élevé des CRÉ du Québec.
- Le niveau de scolarité et le revenu personnel par habitant dans les moyennes régionale et québécoise⁴⁶.

Positionnement de la culture

- 10 municipalités sur 108 et 3 MRC sur 9 dotées d'une politique culturelle; cela représente près de 60 % de la population de la CRÉ Montérégie Est.
- Un engagement des municipalités en faveur de la vitalité et du développement de la vie culturelle locale, ainsi qu'une amélioration de la qualité de vie en général.
- Le nombre de lieux de diffusion culturelle supérieur à la moyenne régionale.
- Un nombre considérable d'artistes et un nombre annuel moyen de boursiers (36) supérieur à celui de la Montérégie, le 3^e plus élevé, après Montréal et Québec.
- De nombreux médias régionaux (hebdomadaires).

Préférences culturelles

- Les habitudes de consommation des résidents du territoire relativement semblables à celles de leurs voisins montérégiens dans la plupart des créneaux culturels; peu de variations au cours des dernières années.
- Seul le taux de fréquentation des musées et des centres en arts visuels se révèle légèrement inférieur à celui observé sur les autres territoires montérégiens.
- La présence de plusieurs sociétés d'histoire et de généalogie.
- Malgré la présence d'un nombre supérieur à la moyenne d'équipements culturels, leur fréquentation s'avère équivalente à celle observée sur des territoires comparables.
- Le territoire présente une offre culturelle (équipements, artistes et producteurs) supérieure à la demande.

⁴⁶ Compilé à partir des données de l'Institut de la statistique du Québec [<http://www.stat.gouv.qc.ca/default.htm>] : Démographie, Données démographiques régionales, MRC et territoires équivalents, tableau « Estimation de la population des MRC et des territoires équivalents au 1^{er} juillet des années 1996 à 2005 » et Profils comparatifs des MRC et du TE - Montérégie 16, Profil comparatif des MRC et du TE, Comptes économiques, tableau « Indicateurs du revenu par habitant, MRC et territoire équivalent de la Montérégie, 2002-2005 »

Conclusion

Le présent Portrait culturel de la Montérégie Est a permis de réaliser un tour d'horizon complet du paysage culturel du territoire, en fonction d'une lecture tant territoriale que sectorielle. L'exercice s'inscrivait dans le cadre d'une démarche visant à cerner les enjeux prioritaires du développement culturel pour les prochaines années. Cette tâche a été accomplie grâce à la contribution des ressources culturelles réunies à l'occasion d'une rencontre de consultation tenue le 2 mai 2007, au Centre des arts Juliette-Lassonde de Saint-Hyacinthe. Le Portrait réalisé par le comité de travail s'est avéré une source d'information précieuse à partir de laquelle les participants ont pu s'alimenter pour appuyer leurs propos. Par ailleurs, les diverses informations recueillies de part et d'autre ont aussi permis au comité d'en bonifier le contenu.

Les lecteurs intéressés à connaître les résultats de la consultation sont invités à se référer au Diagnostic de la culture du territoire de la Montérégie Est, rendu public en novembre 2007⁴⁷. Il contient une synthèse de l'état du développement culturel du territoire en plus des constats et des enjeux prioritaires formulés par les participants à la rencontre de consultation.

Au terme d'une démarche en trois étapes réalisée par le comité de travail, il importe de remercier toutes les personnes qui ont contribué à cet effort dont l'ultime objectif est de bien positionner la culture au cœur des priorités de développement du territoire.

Il appartient maintenant à chacun, artistes, écrivains, artisans, représentants d'organismes culturels ou encore partenaires du développement local et régional, de faire siens les enjeux prioritaires du développement culturel et de s'assurer qu'ils soient pris en compte aussi bien dans les décisions stratégiques qu'au cœur de l'action quotidienne. Le défi est de faire en sorte que des progrès significatifs puissent être obtenus lorsque viendra le temps, dans cinq ans, de se livrer à un nouvel exercice diagnostique de l'état du développement de la culture du territoire.

⁴⁷ Diagnostic de la culture, Territoire de la CRÉ de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, novembre 2007. Document en ligne sur les sites Internet de la CRÉ www.crevhsl.org du CMCC www.culturemonteregie.qc.ca, et du MCCC www.mccc.gouv.qc.ca.

Annexe 1

Structure de fonctionnement de la CRÉ Montérégie Est

Le conseil d'administration	
52 membres avec droit de vote	• 35 représentants de municipalités; • 17 représentants des secteurs socioéconomiques suivants : • Culture* • Tourisme • Jeunesse • Éducation supérieure • Éducation • Immigration • Les aînés • Santé • Économie • Condition féminine • Loisir et sport • Environnement • Marché du travail • Science • Agriculture * Le secteur culturel est représenté par Guy Boulanger, directeur de la Société pour la promotion d'événements culturels du Haut-Richelieu (SPEC, Saint-Jean-sur-Richelieu)
12 membres sans droit de vote	Les députés dont les circonscriptions se trouvent en tout ou en partie sur le territoire de la CRÉ.
Le président	Arthur Fauteux, préfet de la MRC Brome-Missisquoi

Le conseil exécutif	
12 membres	9 élus de municipalités (un par MRC); 3 représentants des secteurs socioéconomiques.

Les commissions	
Trois commissions formées de représentants de milieux variés suivent l'évolution du développement du territoire en fonction des dimensions sociale, économique et environnementale.	

La permanence de la CRÉ	
Le directeur général	Patrick Sabourin
La responsable du dossier de la culture	Nathalie Ward
Le siège social de la CRÉ	Situé à McMasterville, sur la route 116 : 255, boul. Laurier, bureau 200 McMasterville (Québec) J3G 0B7 Téléphone : 450 446-6491 Télécopieur : 450 446-1942 Courriel : info@monteregie-est.org